REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA

UNITE - TRAVAIL - JUSTICE

Upper Volta. Ministère du plan et des travaux publics

PLAN-CADRE de HAUTE-VOLTA

Année intérimaire 1971

111046

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA
Unité - Travail - Justice

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDONNANCE N° 70-046/PRES/PL-TP prorogeant d'une année l'exécution du Plan-Cadre 1967-1970.

LE CHEF DE L'ETAT,

VU la Proclamation du 3 Janvier 1966 ;
VU l'Ordonnance n° 1/PRES du 5 Janvier 1966 ;
VU le Décret n° 67-079/PRES du 6 Avril 1967 portant composition du Gouvernement ;
VU le Décret n° 67-114/PRES du 23 Mai 1967 portant définition des Secteurs Ministériels ;
VU l'Ordonnance n° 67-041/PRES/PL-TP du 5 Août 1967 portant approbation du Plan-Cadre de Développement Economique et Social ;
VU le rapport n° 5690/PL-TP/CAB en date du 3 juin 1970 du Ministre du Plan et des Travaux Publics ;
CONSIDERANT les nouvelles données constitutionnelles et politiques de l'année 1970 ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 7 Octobre 1970 ;

O R D O N N E

ARTICLE 1er : Est prorogée d'une année l'exécution du Plan-Cadre 1967-1970 de Développement Economique et Social de la Haute-Volta par Ordonnance n° 67-041/PRES/PL-TP du 5 Août 1967.

ARTICLE 2 : Est approuvé le programme d'investissement de l'année intérimaire 1971.

ARTICLE 3 : La présente ordonnance sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Ouagadougou, le 8 OCTOBRE 1970

Général Sangoulé LAMIZANA

DIFFUSION GENERALE

INTERNATIONAL MONETARY FUND
Joint Library
Washington D C 20431
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

PLAN DE HAUTE-VOLTA

ANNEE INTERIMAIRE 1971

TABLE DES MATIERES

		PAGES
0.	- INTRODUCTION	1
0.1.	- POURQUOI UNE ANNEE INTERIMAIRE 1971 ?	2
0.2.	- L'ANNEE INTERIMAIRE 1971 EST UNE TRANCHE DE 8,5 MILLIARDS D'INVESTISSEMENTS	3
0.3.	- L'ANNEE INTERIMAIRE 1971 S'INSCRIT DANS LE CADRE DES ORIENTATIONS DU 1er PLAN	4
1.	- LE SECTEUR RURAL	9
1.1.	- L'AGRICULTURE	10
1.1.1.	- Les Organismes Régionaux de Développement	10
1.1.1.1.	- ORD de Ouagadougou	10
1.1.1.2.	- ORD de Koudougou	12
1.1.1.3.	- ORD de Kaya	15
1.1.1.4.	- ORD de Dédougou	18
1.1.1.5.	- ORD de Bobo-Dioulasso	21
1.1.1.6.	- ORD de Ouahigouya	24
1.1.1.7.	- ORD de Banfora	27
1.1.1.8.	- ORD de Diébougou - Gaoua	29
1.1.1.9.	- ORD de Koupéla	32
1.1.2.	- Les activités de la Direction du Développement Rural	36
1.1.3.	- L'artisanat rural	38
1.2.	- L'ELEVAGE ET LES INDUSTRIES ANIMALES	40
1.3.	- L'HYDRAULIQUE ET L'EQUIPEMENT RURAL	44
1.4.	- LES EAUX ET FORETS ET LE TOURISME	47
2.	- LE SECTEUR MODERNE	49
2.1.	- L'ENERGIE	50
2.2.	- LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	53
2.3.	- LES SOCIETES DE CONSTRUCTION DE BATIMENTS ET DE TRAVAUX PUBLICS	59
2.4.	- LE COMMERCE	60
2.5.	- LES TRANSPORTS	62
2.6.	- L'ARTISANAT URBAIN	66

PAGES

3. - L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE..... 67

3.1. - L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE..... 68

3.2. - L'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE..... 73

3.3. - L'INFRASTRUCTURE AERONAUTIQUE ET DE METEOROLOGIE..... 76

3.4. - L'INFRASTRUCTURE DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS..... 77

3.5. - L'URBANISME..... 82

3.6. - L'HABITAT URBAIN..... 85

3.7. - L'INFORMATION..... 88

4. - LE SECTEUR SOCIAL..... 91

4.1. - L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION..... 92

4.1.1. - L'enseignement primaire..... 92

4.1.2. - L'enseignement secondaire..... 92

4.1.3. - L'enseignement technique..... 93

4.1.4. - L'enseignement supérieur..... 93

4.1.5. - L'éducation rurale..... 93

4.1.6. - Autres formations..... 95

4.2. - LA SANTE ET LES AFFAIRES SOCIALES..... 98

4.2.1. - La santé urbaine..... 99

4.2.2. - La santé rurale..... 99

4.2.3. - Les affaires sociales..... 101

5. - STATISTIQUES, ENQUETES ET ETUDES, RECHERCHE..... 103

5.1. - STATISTIQUES, ENQUETES ET ETUDES..... 104

5.2. - LA RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE..... 105

5.3. - LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET AGRONOMIQUE..... 109

0. - INTRODUCTION

0.1. - POURQUOI UNE ANNEE INTERIMAIRE 1971 ?

Le Plan-Cadre 1967-70 va se terminer avec l'année 1970 et le 2e Plan devrait prendre le relai en 1971.

Mais il s'avère qu'il ne pourra pas démarrer avant le 1er Janvier 1972 pour des raisons politiques. Il n'est en effet pas souhaitable qu'un Gouvernement sortant, décide de la politique de développement et des orientations économiques du pays pour plusieurs années, en adoptant un plan avant de se retirer.

Ainsi le 2e Plan sera un plan quadriennal 1972-1975 et l'année1971 une "année intérimaire" au cours de laquelle pourront être réalisés soit les projets en retard du Plan-Cadre, soit des projets nouveaux.

En effet, le bilan du 1er Plan(1) est le suivant :

- Investissements annuels :

. 1967.....	3,3	millions CFA
. 1968.....	4,2	" "
. 1969.....	6,2	" "
. 1970 (prévisionnel).....	7,8	" "
	21,5	" "

- Taux de réalisation par rapport aux prévisions :

. par rapport au minimum de 27,5 milliards CFA (sans tranche optionnelle).....	78 %
. par rapport au maximum de 33,0 milliards CFA (avec tranche optionnelle).....	65 %

Il reste donc à réaliser en 1971 au minimum 6 milliards de projets du Plan-Cadre 1967-70.

Certes, certains de ces projets sont maintenant abandonnés ou modifiés, mais d'autres projets nouveaux sont en cours d'élaboration.

L'année intérimaire 1971 peut donc être considéré comme une cinquième année du Plan-Cadre, qui en prolonge l'exécution, et qui permettra de réaliser à 100 % le montant moyen d'investissements prévus, soit environ 30 milliards CFA.

---

(1) Prévisionnel

0.2. - L'ANNEE INTERIMAIRE 1971 EST UNE TRANCHE DE 8,5 MILLIARDS CFA D'INVESTISSEMENTS

Ce montant paraît à première vue élevé par rapport aux résultats des années passées (6,2 milliards en 1969, peut-être 7 milliards en 1970) et il est évident que tout ne pourra pas être réalisé.

Effectivement les financements assurés ou vraisemblables ne dépassent pas 8,0 milliards CFA actuellement ; mais il convient de rappeler ici certaines conclusions et leçons à tirer du "Bilan de 3 ans de planification".

Les sources de financement extérieures manifestent depuis plusieurs années des bonnes dispositions pour aider la Haute-Volta mais c'est aux services techniques qu'il appartient d'améliorer le taux d'absorption des financements en :

- élaborant les projets en temps utile,
- accélérant la réalisation des opérations,
- respectant mieux les procédures d'exécution.

Ainsi l'année 1971 pourrait facilement se situer au niveau de 8 milliards de réalisations, soit en progression de 15 % par rapport à l'année 1970, elle-même en progression de 15 % par rapport à l'année 1969 ; ce taux de 15 % par an d'augmentation de la capacité d'absorption des financements est la moyenne généralement réalisée dans les pays en réelle voie de développement.

Le taux de croissance de la PIB per capita résultant serait alors de près de 3 %

0.3. - L'ANNEE INTERIMAIRE 1971 S'INSCRIT DANS LE CADRE DES ORIENTATIONS DU 1ER PLAN

L'examen du bilan(1) du Plan-Cadre 1967-1970, vu sous l'angle de la répartition des investissements entre les grands secteurs planifiés, donne les résultats suivants :

(milliards CFA)

	PREVU		REALISE	
	Montant	%	Montant	%
Secteur rural.....	9,1	28	4,2	20
Secteur moderne.....	6,0	18	4,4	21
Infrastructure.....	11,6	35	8,7	40
Secteur social.....	4,8	15	2,6	12
Recherche.....	1,5	4	1,6	7
	33,0	100	21,5	100

Ces résultats font ressortir le retard pris en matière d'élevage et d'aménagements hydrauliques de plaines et aussi en matière d'éducation rurale et d'enseignement technique.

Les causes de retard dans ces secteurs ont été analysés dans le bilan ; il s'agit le plus souvent de retards dans les financements faute de projets valables présentés à temps par les services intéressés qui manquent de techniciens spécialisés dans la préparation de ces projets.

Ainsi les priorités définies dans le Plan-Cadre concernant ces deux secteurs, sont plus impératives que jamais :

- "L'effort maximum sera accompli en faveur du développement de la production dans le secteur rural, principal moteur de l'économie" ;
- "Dans le cadre d'une pause sociale relative, la priorité sera donnée à la formation sur l'enseignement, de manière à disposer le plus rapidement possible des hommes indispensables à la réalisation des programmes de développement".

---

(1) Prévisionnel

Dans la pratique, les orientations générales et les priorités du Plan-Cadre restent valables pour la tranche intérimaire 1971 et nous allons voir comment les prévisions répondent à cet impératif.

a) Répartition des investissements 1971 par grands secteurs-

Le tableau récapitulatif des investissements 1971 ci-après (tableau n° 0.1.) donne les prévisions suivantes :

INVESTISSEMENTS 1971

(milliards CFA)

	Montant	%
Secteur rural.....	2,0	23
Secteur moderne.....	1,7	20
Infrastructure.....	3,7	44
Secteur social.....	0,6	7
Recherche.....	0,5	6
	8,5	100

La comparaison avec les pourcentages prévus et réalisés du 1er Plan, figurant dans le tableau précédent, montre que :

- le secteur rural rattrapera une partie de son retard, notamment en matière d'élevage et d'équipement hydraulique ;
- le secteur moderne conservera une partie de son avance ;
- le secteur infrastructure atteindra un pourcentage nettement supérieur aux prévisions du Plan (35 %) ;
- le secteur social marquera une pause obligatoire faute de crédits de fonctionnement suffisants dans l'immédiat, pour assurer la bonne marche des projets importants envisagés, qui seront raportés au 2e Plan ;
- le secteur recherche se stabilisera à un niveau encore supérieur aux prévisions.

b) Répartition des investissements 1971 par sources de financement

Le tableau n° 0.2. ci-après donne les prévisions 1971 qui sont comparées aux prévisions et aux réalisations du 1er Plan dans le tableau ci-dessous :

Source de financement	Prévisions 1er Plan (4 ans)	Réalisations 1er Plan (3 ans)	Prévisions 1971
Public national (BN, Collectivités, Office P et T, etc).....	9,1	15,3	16,7
Privé local et BND.....	6,8	14,2	17,6
Aide bilatérale française (FAC, CCCE, Subvention d'équipement, etc).....	)63,3	34,3)55,3	19,3)42,6
FED et BEI.....	)	21,0)	23,3)
ONU/FSNU, BIRD, etc.....	6,6	4,5	7,7
Autres aides bilatérales (RFA, Chine, Canada, etc).....	7,3	8,0	8,5
Privé extérieur et indéterminé.....	6,9	2,7	6,9
	100,0	100,0	100,0

L'examen de cette comparaison permet de dégager les tendance suivantes :

- L'effort de financement national public et privé se poursuit pour atteindre 34 % du total, bien supérieur au niveau de 16 % prévu dans le 1er Plan ce fait est le principal atout de la Haute-Volta vis-à-vis des sources de financement extérieures pour obtenir une augmentation des interventions sous forme de subventions ou de prêts ;
- L'aide française est en baisse relative mais augmente en valeur absolue grâce à une remontée du FAC à partir de 1970 ;
- Le FED progresse régulièrement avec une prévision de 2 milliards de réalisations au lieu de 1,5 milliard en moyenne ces dernières années ;
- Les autres aides extérieures se situent au niveau prévu par le 1er Plan.

La répartition globale des financements prévus en 1971 est la suivante :

	Local	Extérieur	Total
Public.....	16,7	58,8	75,5
Privé.....	17,6	6,9	24,5
Total....	34,3	65,7	100,0

Tableau n° 0.1.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

Répartition par secteurs

	Montant (millions CFA)	Pourcentage
1. SECTEUR RURAL		
1.1. Agriculture		
1.1.1. Organismes Régionaux de Développement....	900	10,6
1.1.2. Direction du Développement Rural.....	102	1,2
1.1.3. Artisanat Rural.....	74	0,9
1.2. Elevage et industries animales.....	438	5,1
1.3. Hydraulique et Equipement Rural.....	450	5,3
1.4. Eaux et Forêts et Tourisme.....	30	0,3
	1 994	23,4
2. SECTEUR MODERNE		
2.1. Energie.....	260	3,1
2.2. Industries de transformation.....	980	11,6
2.3. Sociétés de construction de bâtiment et de travaux publics.....	60	0,7
2.4. Commerce.....	153	1,8
2.5. Transports.....	242	2,8
2.6. Artisanat Urbain.....	9	0,1
	1 704	20,1
3. INFRASTRUCTURE		
3.1. Infrastructure routière.....	1 951	22,9
3.2. Infrastructure ferroviaire.....	276	3,2
3.3. Infrastructure aéronautique.....	20	0,2
3.4. Postes et Télécommunications.....	295	3,5
3.5. Urbanisme.....	307	3,6
3.6. Habitat urbain.....	440	5,2
3.7. Information.....	433	5,1
	3 722	43,8
4. SECTEUR SOCIAL		
4.1. Enseignement et formation.....	347	4,1
4.2. Santé et Affaires Sociales.....	212	2,5
	559	6,6
5. STATISTIQUES, ENQUETES ET ETUDES, RECHERCHES		
5.1. Statistiques.....	13	0,2
5.2. Recherche géologique et minière.....	266	3,1
5.3. Recherche scientifique et agronomique.....	240	2,8
	519	6,1
T O T A L.....	8 498	100,0

Tableau n° 0.2.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

REPARTITION PAR SOURCES DE FINANCEMENT

(en millions CFA)

	Public national (BN, Collectivités, OPT etc)	Privé local et BND	Aide française (FAC, CCCE Subvention d'équipement, etc)	F E D B E I	ONU/PNUD BIRD UNICEF PAM, etc	Autres aides bilatérales	Privé extérieur	Total
Secteur rural.....	340	5	707	454	300	187	1	1 994
Secteur moderne.....	98	942	64	50	10	25	515	1 704
Infrastructure.....	682	544	487	1 425	174	410	0	3 722
Secteur social.....	188	0	159	50	100	8	54	559
Recherche.....	109	5	228	0	72	90	15	519
Total.....	1 417	1 496	1 645	1 979	656	720	585	8 498
Pourcentage.....	16,7	17,6	19,3	23,3	7,7	8,5	6,9	100,0

1. - LE SECTEUR RURAL

1.1.1.1/ ORD de Ouagadougou

Le programme 1971 de l'ORD se situe dans la ligne définie à l'occasion de la réorientation survenue en 1970 et qui porte sur les points suivants :

1. Orientations et objectifs

Le choix a porté sur les actions spécialisées en fonction des potentialités locales et de la réceptivité des agriculteurs :

a) Intensification de la culture cotonnière sur les zones propices. En 1971 les rendements devront passer à 500 kg/ha sur 10 000 hectares soit une production objective de 5 000 tonnes ;

b) Diversification des ressources, en particulier grâce à la riziculture de bas-fonds avec en 1971 des aménagements portant sur 100 hectares et la définition d'un programme 1972-75 par la SATEC (étude).
Poursuite de la mise en valeur de plaines en avals de barrages ;

c) Promotion de la culture attelée asine avec formation des exploitants en vue d'une meilleure utilisation du matériel existant (objectif 1971 : + 550 exploitants). Introduction de la traction bovine (+ 80) ;

d) Intensification des petits élevages (moutons, porcs, en vue de l'exportation) et formation aux techniques de la pêche en collaboration avec les services de l'Elevage et des Eaux et Forêts.

2. Moyens à mettre en oeuvre

a) Personnel :

- expatrié : 6
- voltaïque : 253 - dont 22 fonctionnaires, soit :

. 8 cadres et ingénieurs
. 4 CTA
. 11 s/chef de secteur
. 209 encadreurs
. 5 spécialistes
. 16 personnel administratif et d'exécution.

b) Investissements et équipement pourun montant total d'environ 20 millions CFA comprenant :

- Logement, magasin (100 m2) et clôture
- Bureau, salle de réunion et mobilier
- 6 VL et une unité de mécanisation de bas-fonds
- Equipement du centre de formation et des centres mobiles de culture attelée.

c) Consommations intermédiaires et équipement des cultivateurs

- Engrais :
  - . céréales (t)..... 15
  - . arachide (t)..... 30
  - . coton..... 60
  - . riz..... 6
- Pesticides :
  - . thioral (sachets)..... 90 000
  - . gammagrain (sachets)..... 25 000
  - . acricide (kg)..... 7 500
  - . endrin DDT (g)..... 40 000
- Matériel (achat) :
  - . houes..... 150
  - . charrettes..... 30
  - . décortiqueuses..... 30
  - . pulvérisateurs..... 100

d) Financements

- Fonctionnement :
  - . personnel (expatrié..... 27 millions CFA FAC
    (voltaïque(1)..... 50 " " BN
  - . matériel..... 33 " " FAC+BN
- Investissements et équipement..... 20 " " FAC

Total..... 130 millions CFA

Total BN : 60 millions CFA
Total FAC (SATEC) : 70 millions CFA

(1) Non compris les fonctionnaires

1.1.1.2/ ORD de Koudougou

Le programme 1971 reprend les orientations des années antérieures :

- action de masse sur les semis en ligne, la désinfection des semences et la protection des récoltes ;
- action ponctuelle de vulgarisation des engrais sur céréales et arachides ;
- action d'intensification des rendements cotonniers sur l'ensemble des planteurs ;
- action de protection sanitaire, limitée au bétail de trait seulement ;
- en 1970, s'y ajoutent : les actions ponctuelles sur la riziculture de bas-fonds, et sur la traction bovine qui seront développées en 1971 à côté des autres thèmes d'intervention.

1. Objectifs 1971

Niveau technique des exploitations	Nombre d'exploitations	Surface totale concernée (ha)
avec semis en ligne : céréales.....	1 200	1 200
avec semis en ligne : coton.....	22 000	14 000
avec un traitement coton.....	16 000	9 000
avec engrais coton.....	6 000	4 000
utilisant la houe à traction asine..	1 350	
utilisant la charrue à traction bovine	40	
aménageant la rizière.....	50	

Commercialisation coton : 9 000 tonnes.

2. Les moyens à mettre en oeuvre

a) Personnel : le nombre d'encadreurs est déjà près de la limite au-delà de laquelle la vulgarisation personnalisée n'est plus possible, et devrait donc augmenter (5 encadreurs de zone et 11 encadreurs spécialisés).

En 1971, également la voltaïsation de la structure hiérarchique sera mise en oeuvre, les nationaux accédant aux postes de responsabilité, les expatriés devenant conseillers ou chargés d'actions spéciales.

Outre les 6 expatriés, l'effectif serait donc le suivant :

- Directeur et homologue intendant..... 2
- Chefs de secteurs..... 4
- S/chefs de secteurs..... 16
- Encadreurs de zone..... 130
- Encadreurs spécialisés..... 36
- Infirmiers vétérinaires..... 2
- Personnel d'exécution..... 17

Total..... 207 dont 21 fonctionnaires

b) Infrastructure et équipement

Le programme 1968-69 de construction (1 bureau, 1 hangar, 17 magasins pour 14 millions) sera réalisé en 1970 et 1971, mais dès 1971 un besoin supplémentaire de 23 magasins de 70 m2 s'avère nécessaire par suite du développement de la culture cotonnière (coût : 14 millions par artisans locaux) + 1 camion 5 t et 4 VL (renouvellement).

c) Facteurs de production et équipements des cultivateurs

- Engrais coton céréales (tonnes)..... 400
- Engrais arachide (tonnes)..... 6
- Endrin DDT (boîtes)..... 150 000
- Thiorad (sachets)..... 95 000
- Gammagrain (sachets)..... 35 000
- Houes manga..... 100
- Charrues..... 15
- Charrettes..... 100
- Pulvérisateurs..... 150
- Semoirs..... 20

d) Financements (millions CFA)

- Fonctionnement			
. personnel	(expatrié.....	36	FAC (SATEC)
	(voltaïque(1).....	37	BN
. matériel.....		10	BN
- Investissements (magasins).....		14	FAC
- Equipements divers.....		7	FAC
	Total.....	104	

Total BN : 47 millions

Total FAC : 57 millions.

(1) Non compris les fonctionnaires voltaïques affectés à l'ORD payés sur BN

1.1.1.3/ ORD Nord Mossi (Kaya)

La convention FAC/68 venant à expiration le 31/12/1970, un nouveau programme d'aide sera présenté au FAC dans le courant de 1970, pour assurer la consolidation des résultats encourageants déjà obtenus sur l'ORD de Kaya en matière de développement des productions agricoles tant vivrières qu'industrielles. Le programme intérimaire 1971, constitue donc l'anné I du nouveau projet d'aide FAC.

1. Les objectifs 1971

Les objectifs à atteindre pour les thèmes classiques de la vulgarisation sont les suivants :

	Coton	Sorgho mil	Arachide	Sésame	Riz
Surfaces (ha) :					
- totales.....	20 000				
- en lignes.....	18 000	5 000	1 000	400	
- semences traitées		175 000			
- culture traitée..	8 500				
- culture fumée (et traitée).....	2 000	250	200	100	100
Production globale (tonnes).....	10 500	154 000	10 500	4 500	6 500

Le principal effort continue d'être porté sur le coton avec les thèmes simples : date de semis, densité, semis en ligne, entretien, fumure et traitement ; la production est passée de 2 646 tonnes en 1967/68 à 6 524 tonnes en 1969/70.

Sur sésame et arachide, en dehors du thème semis en ligne et fumure, l'ORD continuera la diffusion des variétés nouvelles mieux adaptées au milieu, en particulier sur la zone de Boulsa.

L'aménagement en investissement humain de bas-fonds ou d'avals de barrages (culture de riz) a commencé modestement en 1969 (GA) et un programme plus varié pour l'ORD va être mis sur pied prochainement pour la période 70-75 (Bourzenga, Kaya, Dem, Dongo, Dibilou).

L'action sur mil et sorgho, porte essentiellement sur le traitement des semences et la conservation des stocks, sur les façons culturales et l'arrière-effet des fumures coton.

Le programme d'élevage antérieur qui n'a démarré que fin 1969 avec l'affectation de personnel spécialisé, atteindra ses objectifs sur 70 et 7 (prophylaxie, déparasitage, sensibilisation des éleveurs à différents thèm

2. Les moyens à mettre en oeuvre

a) Les moyens en personnel

Le personnel technique total passera à 176 personnes contre 151 en 1970 par affectation (fonctionnaires) ou recrutement de :

- 1 comptable
- 1 caissier
- 2 chefs sous-secteur
- 19 encadreurs
- 2 infirmiers vétérinaires

b) Les consommations intermédiaires et l'équipement des agriculteurs seront les suivants :

- Achats de houes + charrues..... 570
- Achats de charrettes..... 500
- Achats de pulvérisateurs..... 150
- Consommation des pesticides coton (litres)..... 18 700
- Consommation des engrais (tonnes)..... 125
- Consommation de thioral (sachets 25 gr).....160 000
- Consommation de gammagrain ou équivalent (sachets 250 gr.)..... 50 000
- Consommation acaricide (kg)..... 40 000

c) Les financements

Compte tenu du programme développé et du maintien d'un haut niveau d'assistance technique, les financements suivants sont nécessaires :

	Montant (millions CFA)	Source de financement
Personnel.....	50	FAC : 37 BN : 13 (1)
Fonctionnement.....	39	F. A. C.
Investissements et équipements.....	25 (2)	F. A. C.
Total.....	114	

(1) Non compris les fonctionnaires voltaïques

(2) Dont 21 millions de financement 1970 en retard concernant : hangars, logements, aménagements divers

1.1.1.4/ ORD Volta Noire (Dédougou)

L'ORD de la Volta Noire, financé principalement sur FAC jusqu'à f 1970, fera partie dès 1971, du "Projet cotonnier Ouest-Volta" conjointement avec l'ORD de Bobo-Dioulasso, et, à ce titre, bénéficiera des financements prêt BIRD. Les cercles de Houndé et Boromo seront détachés de l'ORD Volta Noire et rattachés à l'ORD de Bobo-Dioulasso.

1. Les orientations

L'ORD de la Volta Noire recouvre une région où le développement agricole et en particulier cotonnier, a fait des progrès très rapides en quelques années. La prodction, le nombre de paysans encadrés, le volume des crédits de campagne ont considérablement augmenté tandis que le personnel d'encadrement croissait en proportion moindre.

Il semble logique de retenir les orientations suivantes pour la période considérée.

- Intensification de la culture cotonnière (augmentation des rend ments plutôt qu'expansion des surfaces), en particulier grâce l'emploi simultané des tratiements antiparasitaires et de la fumure minérale ;
- Généralisation des semences sélectionnées sur riz, arachide, sé
- Protection des semences et des récoltes ;
- Surveillance sanitaire étroite des animaux de trait et vulgarisa tion des réserves fourragères (stylosanthés dans les bas-fond
- Aménagement de plaines irrigables pour la riziculture avec le concours de l'IHER (plaine de Kamadéna et de Tiao, cuvette de Kougny, barrage de Moukuy).

2. Les objectifs

Exploitants encadrés :

- niveau I (désinfection semences).....	29 700
- niveau II (traitement engrais).....	14 100
- niveau III (culture attelée).....	1 600

Surface totale coton (ha).....	40 050
Surface arachide améliorée.....	860
Surface encadrée riz.....	890
Surface culture vivrière travaillée avec animaux..	2 210
Surface fumée (ha) :	
- Coton.....	12 660
- Sorgho.....	80
- Riz.....	25
- Arachide.....	330
Commercialisation des récoltes (tonnes) :	
- Coton.....	25 150
- Arachide (coque).....	1 250
- Sésame.....	600

3. Les moyens

a) Les personnel d'encadrement (total : 150)

- Expatrié..... 4
- Voltaïques :
  - . fonctionnaires détachés..... 13
  - . contractuels..... 133

  dont :
  - 3 chefs de secteurs
  - 12 chefs sous-secteurs
  - 79 encadreurs
  - 5 agents de coopération

b) Les investissements nouveaux : 2 logements, 7 hangars de secteur (300 m2), 7 hangars de village (70 m2), 1 silo à coton, 2 véhicules lourds, etc...

c) Consommations intermédiaires et équipement des cultivateurs en 1971

- Engrais coton (t).....	1 266
- Engrais arachide (t).....	26
- Urée (riz).....	16
- Pesticides - coton (boîtes 250 cc).....	474 500
- Thioral (sachets 25 g).....	80 000
- Gammagrain (sachets 250 g).....	60 000
- Acricide (kg).....	40 000

- Charrue + houes..... 295
- Equipements "buttage - sarclage"..... 300
- Charrettes..... 145
- Pulvérisateurs..... 490

d) Les financements

Les financements globaux du "projet cotonnier Ouest-Volta" figurent au chapitre suivant (ORD de Bobo-Dioulasso, n° 1.1.1.5.).

1.1.5/ ORD de Bobo-Dioulasso

L'Organisme de Développement Régional (ORD) sera créé courant 1970 et regroupera les cercles de Bobo-Dioulasso, Orodara, Hpundé et Boromo, ces deux derniers étant détachés de l'ORD Volta Noire pour des raisons géographiques. La population concernée atteint 350 000 habitants.

L'ORD de Bobo-Dioulasso sera financé par le prêt BIRD octroyé à la Haute-Volta dans le cadre du "Projet de Développement de la Culture Cotonnière dans l'Ouest-Volta". Le Budget Nat. et le FAC, y participeront également, mais pour des montants non encore déterminés. Ce financement, primitivement prévu sur Bobo en 1970, doit être disponible au 1/1/1971.

1. Objectifs 1971

Coton (surface ha)	1970	1971
- Houndé - Boromo.....	12 085	12 850
- Bobo-Dioulasso.....	4 365	5 345
- Orodara.....	6 130	7 230
Total.....	22 580	25 425
dont surfaces (ha) :		
- traitées + culture attelée.....	780	1 030
- traitées en culture manuelle.....	5 010	6 060
- traitées seulement.....	2 650	4 050
- tout venant.....	14 140	14 285
	22 580	25 425
Production totale (tonnes).....	15 600	18 580

Mil et sorgho, riz, maïs

L'amélioration de ces cultures suivra celle du coton, avec, en particulier les effets des arrière-fumures et la désinfection des semences. Les fumures consacrées aux mils et sorghos décroîtront légèrement de 1970 à 1975 par suite de l'augmentation des rendements unitaires et de l'autosuffisance en céréales de base.

Surfaces modernisées (désinfection semences + arrière-effets engrais + culture attelée) en 1971 :

	Mil, sorgho	Maïs	Riz
Houndé - Boromo.....	21 000	2 100	870
Bobo-Dioulasso.....	10 000	1 000	550
Orodara.....	13 800	2 100	8 150

Arachide et sésame

L'action de modernisation de l'IRHO sur certains secteurs, qui vient à expiration et ne sera pas poursuivie, devrait maintenir un certain niveau de production et de commercialisation. Sur sésame on prévoit une diminution des surfaces par substitution du coton, mais augmentation des rendements.

2. Moyens à mettre en oeuvre

a) Consommations intermédiaires et équipement des agriculteurs

	Total	Houndé Boromo	Bobo	Orodara
Gammagrain (sachets).....	6 900	900	4 500	1 500
Thioral (sachets).....	35 500	9 500	17 000	9 000
Charrues.....	90	40	30	20
Charrettes.....	125	50	50	25
Pulvérisateurs.....	915(1)			
Engrais (tonnes).....	1 500(1)			
Endrin DDT (1 000 litres).....	226(1)			

(1) Pour les ORD de Bobo-Dioulasso et Volta Noire

b) Investissements et équipements : 2 bureaux, 7 logements, 8 VL, 1 camion, 1 magasin central, 1 hangar secteur, 10 hangars village, 1 silo à coton, etc...

c) Personnel d'encadrement (total 161)

Expatriés :

- niveau projet : 3
- ORD Bobo : 10

Voltaïques :

- fonctionnaires détachés : 14 actuellement, mais doit augmenter du fait de la création prochaine de l'ORD ;

Contractuels :

- niveau projet : 4
- ORD Bobo : 129

dont :

. 1 chef de secteur
. 8 chefs de s/secteurs
. 80 encadreurs
. 10 encadreurs spécialisés
. 4 topographes.

d) Financement du projet cotonnier Ouest-Volta (ORD de Bobo-Dioulasso et de la Volta Noire)

Fonctionnement

- Personnel :

. expatrié.....	54 millions
. voltaïque (1).....	57 "
. frais de gestion.....	17 "
- Matériel :.....	97 "
Investissements et équipement.....	117 "
Total.....	342 millions

Répartition :

. BIRD : 70 % - soit 240 millions
. FAC : 20 % - soit 68 "
. BN : 10 % - soit 34 "

---

(1) Non compris les fonctionnaires

1.1.1.6/ ORD du Yatenga (Ouahigouya)

Le programme 1971 constitue la suite de l'opération Développement du Yatenga, financée par le FED de 1965 à 1970 et renouvelée en 1970 (3e FED) pour une durée de 3 ans.

1. Les objectifs 1971

a) Agriculture

Les objectifs à atteindre pour les thèmes classiques de la vulgarisation sont les suivants :

Thèmes	Surfaces (ha)	Exploitations concernées	Consommations intermédiaires ou équipements supplémentaires
Labour mécanisé	12 000	4 200	+ 450 charrues + 70 houes Manga
Semences améliorées :			
- coton	2 000		90 tonnes
- arachide	1 700	8 000	200 tonnes
Protection des semis	75 000	40 000	Thioral : 120 000 sachets
Semis en ligne	9 300	4 800	+ 150 rayonneurs
Paillage	4 000	2 000	
Fumure minérale	4 000	9 200	Engrais : 225 tonnes
Sarclage mécanique	3 400	1 000	+ 70 houes Manga
Traitements cotonniers	500	2 700	+ 20 pulvérisateurs 10 000 doses
Protection des récoltes	35 000 t protégées	30 000	16 tonnes gammagrain 31 tonnes acricide
Décorticage arachide	1 000 t coque	5 000	+ 50 décortiqueuses
Transport par charrette		800	+ 200 charrettes

b) Elevage

	Bovins	Ovins Caprins	Porcins
Vaccinations.....	145 000	150 000	-
Déparasitages internes et externes.....	5 000	100 000	5 000

c) Forêts

Un programme forestier villageois limité à 5 millions CFA va être soumis au FED en complément de l'actuel projet ORD.

d) Commercialisation des produits

Dans l'hypothèse du maintien et même du renforcement du monopole de l'ORD (pour l'arachide et le sésame), les prévisions portent sur :

- Arachide coque..... 1 100 tonnes
- Sésame..... 350 "
- Coton..... 300 "
- Mil..... 300 "

2. Les moyens à mettre en oeuvre

a) Personnel :

- Expatriés : 3 (Assistance technique)
- Nationaux prévus (personnels techniques) : 102 dont 24 à affecter (fonctionnaires) ou à recruter, soit :
  - . 1 adjoint au Directeur
  - . 2 chefs de secteur agricole
  - . 4 ATA
  - . 1 assistant Elevage (chef secteur élevage)
  - . 8 infirmiers vétérinaires
  - . 8 encadreurs d'élevage

b) Investissements et équipement

- Véhicules : 7 VL et 1 camion ;
- Infrastructure agricole : 5 hangars magasins, 10 magasins de brousse et 22 améliorations de magasins ;
- Infrastructure élevage : marché de Youba (construction de parc, couloir, puits) et 6 bacs de déparasitage ;
- Equipement : pont bascule et 21 bascules ;
- Hydraulique villageoise : 800 mètres de puits en investissement humain (cf HER - chapitre 1.3.).

Le programme d'hydraulique pastorale prévu au projet est différé pour être réalisé conjointement avec les travaux prévus sur l'ORD du Sahel (FED).

c) Financements (en millions CFA)

- Répartition par catégorie d'utilisation :

. Fonctionnement	(personnel(1).....	28	
	(matériel.....	23	
		51	51
. Investissements	(hangars.....	5	
	(marché de Youba.....	2	
	(véhicules.....	7	
	(divers.....	12	
		26	26
	Total.....		77

- Répartition par source de financement :

	BN	Collectivités	FED	ORD	Total
. Fonctionnement.....	17	3	25	6	51
. Investissements.....	—	—	26	—	—
Total.	17	3	51	6	77

(1) Non compris l'assistance technique

1.1.1.7/ ORD du Sud-Ouest (Banfora)

Le programme 1971 constitue la poursuite de l'opération de mise en valeur du sud-ouest, financée par le FED depuis 1968.

1. Objectifs 1971

a) Vulgarisation

Thèmes	Surfaces améliorées (ha)	Consommations intermédiaires et équipements supplémentaires
Semences améliorées :		
- Coton	190	8,5 tonnes
- Arachide	1 200	180 "
- Riz	640	32 "
Désinfection des semences	28 500	100 000 sachets
Fumure minérale	1 950	254 tonnes
Traitements cotonniers	190	1 900 doses
Protection des récoltes		25 000 sachets de gamma-grain 14 tonnes de Synexa
Transport		+ 60 charrettes à traction asine
Labour mécanisé	150	+ 30 attelages complets

b) Commercialisation des produits

Dans l'hypothèse du maintien du monopole pour la collecte de l'arachide et du sésame, les prévisions portent sur :

- arachide coque ..... 1 500 tonnes
- arachide décortiquée ..... 300 "
- sésame ..... 250 "
- paddy ..... 500 "
- maïs ..... 150 "
- coton graine ..... 120 "

2. Moyens à mettre en oeuvre

a) Personnel

- expatriés : 4 assistants techniques
- nationaux : 72 (personnel technique)

dont 2 fonctionnaires à affecter (1 adjoint au Directeur
(1 chef de secteur agricole

b) Investissements et équipement

Les programmes antérieurs (logements, hangars, routes) seront en cours d'achèvement en 1971.

c) Financements

- Fonctionnement :
  - . personnel (expatrié..... 23 millions
    (voltaïque(1)..... 11 "
  - . matériel..... 15 "
- Equipement : véhicules..... 2 "

Total..... 51 millions (FED)

---

(1) Non compris les salaires des fonctionnaires affectés à l'ORD : 9 millions sur BN

1.1.8/ ORD de Diébougou - Gaoua

En attendant sa création officielle et un financement extérieur, la CIDR développe avec l'aide du Budget National et sur l'aire géographique de cet ORD une opération d'animation rurale.

Des résultats tangibles ont déjà été obtenus dans le domaine de la production (coton en particulier : 1 750 tonnes en 1970 contre 300 en 1967) et de l'organisation professionnelle précoopérative.

Le programme 1971 constitue la prolongation de ces actions, et sera complété par un programme élevage.

1. Les objectifs 1971

L'ORD compte environ 35 000 exploitations de 4,5 à 5 hectares en moyenne soit 167 000 hectares cultivés.

La modernisation entreprise sur ces cultures devrait permettre d'atteindre en 1971 les résultats suivants :

	Surface cultivée (ha)	dont surface améliorée(1) (ha)	Production (tonnes)
Mil, sorgho, maïs.....	120 000	10 000	72 000
Arachide.....	13 000	1 700	7 100
Paddy.....	13 000	2 800	10 400
Coton.....	5 000	3 400	2 800
Igname et divers.....	16 000	-	-
	167 000		

2. Les moyens à mettre en oeuvre

a) Le personnel

Maintien de l'effectif suivant à savoir :

- Expatrié : 3
- Voltaïques : 104 dont (fonctionnaires : 15 (7e région agricole)
  (contractuels : 89 (dont 69 encadreurs et animateurs)

Affectation de 2 infirmiers vétérinaires pour aider à la réalisation du programme d'élevage.

(1) Niveaux 2 à 4 définis par le Plan-Cadre

b) Les investissements

Le programme ci-dessous correspond à un minimum pour assurer le fonctionnement normal de l'encadrement, aucun investissement important n'ayant encore été réalisé en l'absence de financement extérieur.

- Véhicules : 2 VL (1 renouvellement, 1 élevage), 6 vélomoteurs
- Construction : 2 magasins (Founzan et Dano).

c) Les consommations intermédaires et l'équipement des agriculteurs

Semences :	
- Arachide (1 040)	5 tonnes
- Riz (3 var.)	7 "
- Haricot blanc	0,5
Engrais :	
- Arachide	20 tonnes
- Cultures vivrières	50 "
- Riz	32 "
- Coton	115 "
Total	217 "
Pesticides :	
- Thioral	70 000 sachets
- Gammagrain	80 000 "
- Acricide	12 tonnes
- Endrin DDT	60 000 boîtes (250g)
Matériel (achats 1971) :	
- Pulvérisateurs	100
- Polycultcurs	30
- Charrettes	30

La valeur globale de ces facteurs de production et de l'équipemat représente environ 15 millions CFA.

d) Les financements nécessaires sont assurés par le budget national (39 millions CFA) plus une participation de l'OXFAM (1 million CFA).

- Fonctionnement				
. Personnel	expatrié.....	9	millions	CFA
	voltaïque(1).....	10	"	"
. Matériel.....		17	"	"
- Investissements.....		4	"	"
Total.....		40	"	"

(1) Non compris les fonctionnaires

b) Les objectifs 1971 sont les suivants :

	Exploitants touchés (1)	Surfaces totales améliorées (ha)	Productions supplémentaires (t)	Productions totales(2) (t)	Commercialisation (t)
Mil et sorgho.....	6 670	17 540	2 712	(50 000)(2)	
Arachide.....	6 670	3 568	752	(10 000)	500
Coton.....	1 920	510	238	440	400
Paddy.....	2 170	712	340		500
Oignons.....				(1 200)	1 000
Pomme de terre....	900			90	70
Manioc.....					1 000
Bovins.....					6 000(3)
Ovins.....					8 000(3)

2. Les moyens à mettre en oeuvre

a) Le personnel

Expatriés : 3 conseillers (animation, culture et élevage, commercialisation)

Voltaïques : 65

- Fonctionnaires détachés : 14 dont 1 ITA (Directeur) 3 CTA et 10 ATA
- Contractuels : 51 dont :
  - . 11 encadreurs en place
  - . 20 encadreurs à affecter
  - . 20 conseillers animation à recruter

---

(1) Sur un effectif total de 32 700 exploitants
(2) Les chiffres entre parenthèses sont des estimations très approximatives
(3) Têtes exportées hors de l'ORD seulement, non compris consommation locale

b) Les investissements

S'agissant d'un ORD de création récente, la plupart des investissements de base sont à réaliser en particulier : bureaux, magasins, hangars de stockage, équipement en véhicules.

c) Les consommations intermédiaires et l'équipement des cultivateurs

- Semences sélectionnées :
  - arachide (90)..... 6 tonnes
  - paddy..... 6 "
  - haricot blanc..... 500 kilogrammes
  - pomme de terre..... 5 tonnes
- Engrais :
  - arachide..... 10 tonnes
  - cultures vivrières..... 16 "
  - rizière..... 6 "
  - maraîchage..... 10 "
  - coton..... 26 "

  Total..... 68 tonnes
- Pesticides :
  - thioral..... 45 000 sachets
  - gammagrain..... 30 000 "
  - acricide..... 8 000 kilogrammes
  - endrin DDT..... 10 000 boîtes 250 cc
- Matériel agricole (achats en 1971) :
  - polyculteurs..... 70 unités
  - charrettes..... 50 "
  - pulvérisateurs..... 100 "

d) Les financements (en millions CFA)

- Fonctionnement :		
. personnel	(expatrié.....	9 (Canada)
	(voltaïque(1).....	4 (BN)
. matériel.....		8
- Investissements.....		5
Total.....		26

Sur ce total le budget national intervient pour 14 millions environ et l'aide extérieure (Canada et OXFAM) pour le reste soit 12 millions.

(1) Non compris les fonctionnaires

1.1.2/ DDR SPECIFIQUE

En 1970, la totalité des opérations prévues pour la DDR étant réalisées, le programme 1971 porte sur :

- la prolongation de l'opération "Protection des semences et des stocks" (financée pour un montant supérieur aux prévisions du Plan) ;
- deux opérations nouvelles :
  - . campagne nationale des engrais,
  - . expérimentation "tomate" en vue de la création d'une usine de concentré.

1. Protection des semences et des stocks

Les objectifs prévus en 1971 sont l'utilisation de 1 200 000 sachets de thioral (c'est-à-dire l'objectif 1969 du Plan) et 300 000 sachets de gammagrain. Le projet fonctioone encore en 1970 sur les stocks d'insecticides du FAC et de l'US/AID, mais a constitué un fonds de renouvellement d'environ 30 millions.

Les financements FED 1971 s'établissent de la façon suivante :

- Assistance technique (SOTESA).....	32 millions
- Campagne radio (ORTF).....	10 "
- Frais de fonctionnement campagne (fournitures et services).....	15 "
- Renouvellement du stock d'insecticides.....	p m
	57 millions

La convention FED venant à expiration en novembre 1971, une enquête doit être menée pour connaître l'impact réel du projet sur les masses rurales et partant, étudier les possibilités de poursuite ou d'extension du projet.

2. Expérimentation de la culture de tomate en vue de la création d'une usine de concentré

Le promoteur est la SALCI qui construirait sur le périmètre irrigué du Kou, une usine de 2 500/3 000 tonnes de concentré. La prodction de tomate étant assurée d'une part par l"usine pour 1/3 et par les colons du périmètre pour 2/3.

Malgré les conditions écologiques favorables, un programme expérimental de trois campagnes de culture a été jugé indispensable (septembre 1970 à avril 1973) qui devrait déboucher sur la construction de l'usine en 1973 (500 millions) et le début des fabrications en janvier 1974.

Une société d'étude multinationale est en cours de création, qui, avec un budget de 30 millions, prendra en charge ce programme expérimental (investissement 1971 : 10 millions).

3. Campagne nationale des engrais

La convention FAC 13/C/70 a accordé 31,5 millions de subvention aux engrais importés en Haute-Volta. Le projet sera mis en oeuvre pour la campagne 1971-72 et a pour objet :

1° - La diminution des prix de revient des engrais rendus ORD ;

2° - L'établissement d'un prix national de l'engrais par péréquation des prix de transports intérieurs.

4. Centre agricole polyvalent de Matourkou - pm (voir Formation n° 4.1.6.4)

RECAPITULATION

Projets	Montant (millions CFA)	Source de financement
Protection des semences et des stocks.....	57	F. E. D.
Expérimentation tomate.....	10	Privé + public
Campagne nationale des engrais....	35	F. A. C.
Total.....	102	

1.1.3/ L'ARTISANAT RURAL

Après la création en 1967 du Centre de Formation Professionnelle Rapide des Artisans Ruraux, l'année 1970 doit voir le démarrage d'un important projet du PNUD concernant la formation professionnelle des artisans ruraux de service, par l'extension du centre(1) et le prolongement de son action sur les zones rurales avec la création d'antennes régionales semi-mobiles.

Ce projet, placé sous la tutelle du Ministère de Travail et de la Fonction Publique, en coopération avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, durerait 4 ans, de 1971 à 1974, après une phase préliminaire en 1970.

L'objectif à long terme de ce projet est le perfectionnement, sous forme de stages, de 2 700 artisans ruraux dont 1 800 seront installés dans leur village, après avoir reçu un minimum d'équipement moderne fabriqué au cours des stages, et la mise en place d'un service pour l'assistance technique, les conseils et le soutien sur place dans les villages.

Dans la pratique, il s'agit d'installer par communauté rurale indépendante, formée autour d'un encadreur d'ORD et d'un centre d'éducation rurale (10 villages environ) soit une unité simple composée d'un artisan polyvalent, soit une unité complète composée de 3 artisans spécialisés (fer, bois et bâtiment)

L'objectif à moyen terme (1974) est double :

- Former les cadres nationaux comprenant :
  - . 6 instructeurs principaux,
  - . 25 instructeurs pour l'encadrement des antennes régionales semi-mobiles ;
- Installer une première tranche de 500 ateliers dans les régions où se dessinent déjà les contours d'un "complexe rural" pour la mise en oeuvre des ressources totales.

Le coût total du projet s'élève à 373 millions CFA dont 208 de subvention du Fonds Spécial et 166 de contribution de la Haute-Volta.

---

(1) Qui prendra le nom de Centre National de Perfectionnement des Artisans Ruraux (CNPAR)

Tableau n° 1.1.3.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

ARTISANAT RURAL - FORMATION

Subvention du PNUD (experts, bourses, matériel et équipement).....	51
Contribution de la Haute-Volta (BN) :	
- en espèces (personnel, matériel).....	12
- en nature.....	7
Subvention UNICEF (ou CEE) (indemnités pour frais de stage).....	4
Total.....	74

1.2. - ELEVAGE ET INDUSTRIES ANIMALES

Le programme intérimaire 1971 de l'Elevage comporte essentiellement la poursuite d'opérations en cours ou le démarrage d'opérations nouvelles, toutes inscrites au Plan-Cadre.

La plus importante est la première tranche de la construction de l'abattoir industriel de Ouagadougou, et on attend aussi beaucoup des infrastructures de commercialisation : marchés du bétail, routes du bétail.

Par ailleurs la création en 1971 de la Société Voltaïque de Développement de l'Elevage (en cours d'étude) permettra de mettre au point pour le 2e Plan une politique concertée de production et de commercialisation à l'échelon national.

L'urgence d'une intervention en la matière apparaît à la lecture des statistiques de la Direction de l'Elevage et du Commerce Extérieur. qui mettent en évidence la rapide dégradation depuis 1968 de la commercialisation (diminution de 10 % du nombre des animaux présentés sur les marchés) et des exportations (diminution de 25 % des animaux sur pieds et de 10 % de la viande, soit 10 % des exportations totales de la Haute-Volta et une perte de plus de 500 millions CFA).

1.2.1/ E T U D E S

Dans le domaine des études de préinvestissement, il faut citer :

1° Ranch sahélien

Après la fin, en 1970, des études hydrogéologiques (2e phase), socio-foncières et agrostologiques, l'essentiel des données techniques concernant ce dossier peuvent être considérées comme réunies et les inconnues sur l'eau levées. Avant de passer à un projet, il reste à conclure sur la viabilité d'une telle installation, compte tenu des renseignements obtenus et des données économiques du problème. Une étude de factibilité (1971) sera demandée sous forme de mission d'expert (5 millions).

2. Carte agrostologique ou de la vocation pastorale des sols

Devant les vicissitudes et les retards apportés dans la formulation et le financement de ce projet, et compte tenu du fait que ce projet n'est pas retenu dans le programme pluri-annuel du PNUD d'octobre 1969, cette étude sera demandée au FAC pour un montant de 100 millions environ (dont 25 pourraient être réalisés en 1971). Le projet devrait être précisé et préparé par une mission d'expert (IEMVT) au cours du 2e semestre 1970. Ce document est indispensable pour le projet définitif de l'ORD du Sahel.

3. Hydraulique pastorale dans le Nord (dans le cadre du projet ORD du Sahel)

L'avant-projet ORD du Sahel doit être préparé au cours du 4e trimestre 1970 (mission SCET-COOP) et comportera, entre autres choses, la définition des besoins d'hydraulique pastorale pour l'ORD du Sahel et celui de Ouahigouya (travaux 600 millions environ et études 30 millions).

Le dossier devant être remis au FED début 1971, le financement pourrait intervenir avant la fin de l'année et les études débuter en octobre 1971 (10 millions). L'année 1972 verra le début des travaux.

4. Parc de restauration de Loumbila

L'étude de cet aménagement a été programmée dans la convention FED de l'abattoir et en dernière phase. Or il apparaît actuellement que cette disposition ne permettrait pas à ces deux réalisation liées, quant au fonctionnemen d'entrer en service à la même époque.

L'étude du parc sera donc entreprise indépendamment de l'abattoir (mission Expert SCET-COOP - 8 millions) et comprendra :

- 4e trimestre 1970 : étude alternative des possiblités d'utilisation de la plaine de Loumbila,
- 1er semestre 1971 : étude technique du parc de restauration.

La convention de financement devrait intervenir début 1972.

1.2.2/ T R A V A U X

Dans le domaine des réalisations, les travaux porteront sur la poursuite de l'équipement administratif du service de l'Elevage (circonscription de Djibo et reconstitution du parc de véhicules) et sur les infrastructures de commercialisation : équipement de routes du bétail et de marchés, station de récupération des sous-produits de l'abattoir de Bobo et abattoir industriel de Ouaga :

1° Construction de la circonscription de Djibo pour un montant de 16,5 millions accordé sur FAC 1970.

Les dossiers pour la circonscription de Koudougou et le secteur de Gorom-Gorom seront présentés au 1er FAC 1971 : 25 et 10 millions (dont 15 pourraient intervenir en réalisation en 1971).

Dossiers à préparer : circonscription de Gaoua et secteur de Banfora ;

2° Equipement des marchés du bétail : 3 marchés, proposés en complément des pistes du bétail, ont été financés en 1970 par le FAC (10 millions - Réalisation 1971) ;

3° Pistes du bétail : financement FAC 1970 : 70 millions (axes 6 - 7 et 7bis) à réaliser en 1971 ;

4° Abattoir industriel de Ouagadougou

Compte tenu des délais d'étude (1er semestre 1970) et d'appel d'offres (2e semestre), l'année 1971 doit correspondre à la réalisation d'importants travaux : 250 millions sur 520 total convention (dont 20 millions d'étude en 1970) ;

5° Station de récupération des sous-produits de l'abattoir de Bobo-Dioulasso

Construction et équipement : 18,5 millions sur FAC 1970 ;

6° Renouvellement des véhicules du service de l'Elevage

Sur 60 véhicules, 30 sont à reformer et à remplacer en 2 ans (1971 et 1972), soit 15 véhicules par an (10 millions CFA).

Tableau n° 1.2.3.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

ELEVAGE ET INDUSTRIES ANIMALES

	Montant (millions CFA)	Source de financement
ETUDES		
- Ranch sahélien (factibilité).....	5	FAC (mission expert)
- Carte des pâturages (zone nord).....	25	FAC 71 + mission expert
- Hydraulique pastorale dans l'ORD du Sahel.....	10	FED III / FAC
- Parc de restauration de Loumbila.....	8	FED
Total Etudes.....	48	
TRAVAUX		
- Circonscription de Djibo.....	16,5	FAC 70
- Circonscription de Koudougou.....	15	FAC 71 (25 millions)
- Secteur de Gorom-Gorom.....		FAC 71 (10 millions)
- Marchés du bétail.....	10	FAC 70
- Pistes du bétail.....	70	FAC 70
- Abattoir de Ouaga.....	250	FED II (sur un total de 520)
- Station récupération Bobo.....	18,5	FAC 70
- Renouvellement véhicules.....	10	BN (S. E.)
Total Travaux.....	390	
TOTAL GENERAL.....	438	

1.3. - L'HYDRAULIQUE ET L'EQUIPEMENT RURAL

Les programmes de l'HER recouvrent d'une part les activités spécifiques de ce service (inventaires, études propres, etc) et d'autre part des travaux ou études effectuées pour le compte d'autres sous-secteurs (agriculture, élevage, urbanisme) qui sont d'ailleurs repris dans les chapitres correspondants.

Le programme 1971 comporte la poursuite d'opérations en cours et des opérations nouvelles.

1.3.1/ HER SPECIFIQUE

1. Opérations en cours

- Poursuite de la mise en place du réseau hydrométrique de base : investissement de 4 millions (FAC) ;
- Inventaire des ressources en eau sur Kaya et Pissila : 20 millions (sur FAC 70 de 27 millions) ;
- Poursuite de l'installation des pompes UNICEF sur forages pour un montant de 7 millions (dont 2 du BN) ;
- Entetien des barrages pour un montant de 32 millions, dont 15 de subvention d'équipement 1970, 10 du BN 1971 et 7 du FAC (sur convention 1970 de 27 millions) ;
- Puits en investissement humain sur Toma et Tougan (FAC 70 : 51 millions) pour une tranche 1971 de 15 millions ;
- Poursuite et fin du programme Puits en investissement humain sur Léo, Pô, Manga (FAC 1968 : 85 millions) pour un montant de 14 millions.

2. Opérations nouvelles

- Puits en investissement humain sur Zorgho (FAC 71 : 30 millions à demander) pour une tranche de travaux de 10 millions ;
- Inventaire des ressources en eau sur Dédougou, Boulsa (FAC 71 à demander : 31 millions) pour une trache de 11 millions ;
- Puits en investissement humain au Yatenga sur la nouvelle convention FED (54 millions) pour un montant 1971 de 27 millions ;
- Autres opérations de creusement de puits par diverses aides extérieures dont le Corps de la Paix (250 puits en 2 ans) : 25 millions.

.3.2/ AGRICULTURE

- Aménagement hydro-agricole de la vallée du Kou. Après l'achèvement du canal ; (1970), c'est 400 hectares de rizière qui seront aménagés en 1971 pour un montant global de 160 millions (aide chinoise + PAM + BN) ;
- Aménagement de Loumbila (FAC 70 = 35 millions) pour la création d'un périmètre maraîcher de 47 hectares ;
- Aménagement de la plaine de Dakiri par les Forces Armées. Après le programme prévu pour 1970 (25 ha), c'est 100 hectares qui seront réalisés en 1971 et 75 hectares en 1972 portant ainsi les surfaces aménagées à 200 hectares et les prévisions de prodction de paddy à 1 200 tonnes. Les moyens mis en oeuvre sont de 100 hommes utilisant un matériel agricole d'une valeur de 12 millions. La valeur des investissements ainsi réalisés peut s'évaluer à 10 millions en 1970, 40 millions en 1971 ;
- Aménagements rizicoles de bas-fonds sur les ORD de Ouagadougou et de Koudougou (1re tranche) faisant suite à l'étude et au programme pluriannuel établi avec l'appui de la SATEC : 50 millions ;
- Amenée d'eau sur le périmètre de la SOSUHV.

La réalisation de 1 500 hectares de plantation de canne dépend de cet investissement qui comprend la construction d'une prise d'eau sur les chutes de la Comoé et une conduite forcée de 8 km environ, amenant l'eau sur le périmètre de la SOSUHV ; investissement prévu : 600 millions. Les études sont en cours en 1970 (I G N + expert hydraulicien) et doivent déboucher sur le dossier de demande de subvention au FED, et sur les travaux à réaliser en 1971/1972 pour permettre l'exécution de la tranche d'investissement SOSUHV (1 500 ha de plantation de canne à sucre).

.3.3/ URBANISME

- Etude pour l'extension des stations d'épuration de Ouagadougou, Koudougou et Banfora : 3 millions ;
- Poursuite et fin des travaux d'extension de distribution d'eau de Ouagadougou (FED : 180 millions) pour un montant de 125 millions ;
- Extension du réseau de distribution d'eau de la zone résidentielle du Bois de Boulogne (SNE) p.m. (cf chapitre 3.5.).

.3.4/ ELEVAGE

Etude hydrogéologique pastorale du Nord et Nord-Est dans le cadre du projet ORD du Sahel et accessoirement de Ouahigouya : 10 millions (sur un montant d'environ 30, correspondant à 600 millions de travaux, à demander) cf chap. 1.2.

Tableau n° 1.3.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

HYDRAULIQUE ET EQUIPEMENT RURAL

	Montant (millions CFA	Source de financement
HER SPECIFIQUE		
1. Réseau hydrométrique de base.....	4	F. A. C. 69
Inventaire ressources en eau sur Kaya, Pissila.....	20	F. A. C. 70
Pompes UNICEF sur puits.....	7	BN : 2 ; UNICEF : 5
Entretien barrages.....	32	SE 15, BN 10, FAC 7
Puits en IH sur Toma, Tougan.....	15	F. A. C. 70
Puits en IH sur Léo, PO, Manga.....	14	F. A. C. 68, fin
2. Puits en IH sur Zorgho.....	10	F. A. C. 71
Inventaire ressources en eau sur Dédougou, Boulsa.....	11	F. A. C.
Puits en IH au Yatenga.....	20	F. E. D.
Creusement de puits par différentes sources de financement.....	25	PC, SCF, SC/US
Total.....	165	
AGRICULTURE		
- Vallée du Kou.....	160	Chine, PAM, BN : 20
- Aménagement de Loumbila.....	35	F. A. C. 70
- Plaine de Dakiri (militaires).....	40	BN, CC
- Aménagement de bas-fonds rizicoles sur Ouagadougou et Koudougou.....	50	F. A. C.
- Amenée d'eau périmètre SOSUHV.....	p. m.	F. E. D.
- Transfert à Kamboinsé de l'Ecole des Adjoints Techniques du GR (étude)..	p. m.	F. A. C.
Total.....	885	
TOTAL GENERAL.....	443	

1.4. - EAUX ET FORETS, TOURISME

Le programme 1971 constitue un rattrapage d'opérations prévues au Plan et qui n'ont pas encore été réalisées. Il porte essentiellement sur le plan anacarde et le parc national de l'Arly.

1.4.1/ PLANTATION D'ANACARDIERS

Faisant suite aux essais de plantation réalisés en 1969 (30 ha) et 1970 (50 ha) par la méthode Tonia (investissement humain), un programme expérimental de 500 hectares exécuté en régie par le service des Eaux et Forêts, va être réalisé en 1971 sur convention FAC 1970 de 25 millions CFA. Les deux programmes expérimentaux contigüs sur le terrain, devraient permettre de déterminer prochainement la méthode à employer pour la réalisation du projet définitif de 10 - 12 000 hectares.

1.4.2/ AGRANDISSEMENT DU PARC NATIONAL DE L'ARLY

150 000 hectares en 1970 et 100 000 en 1971 doivent être classés soit un total de 250 000 hectares dont 25 000 hectares en réserve intégrale et 225 000 hectares en forêt classée (aménagée pour la chasse).

1.4.3/ PISTES DE L'ARLY

Fin des travaux réalisés en 1970 sur convention FAC 69 de 15 millions et Budget National (5 millions/an) et concernant l'ouverture de 200 km de pistes nouvelles en zone de réserve intégrale et l'entretien de 800 km annuels.

Réalisation 1971 : 5 millions (BN).

Ces aménagements complètent les autres réalisations effectuées en 1970, soit l'allongement de la piste de l'Arly pour DC 3 (3 millions) et la construction d'un hotel (52 millions).

1.4.4/ PISCICULTURE

Etude : prépration du dossier "Centres de Pêche" ;

Réalisation : Programme pêche de l'ORD de Ouagadougou (5 millions sur convention ORD - FAC 71) avec l'appui technique de la Direction des Eaux et Forêts.

1.4.5/SYLVICULTURE

Dans le même esprit que ci-dessus, participation des Eaux et Forêts au programme forestier de l'ORD du Yatenga, financé par le FED (5 millions) p.m.

1.4.5/ RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS DE LA DIRECTION DES EAUX ET FORETS

(EAUX ET FORETS, TOURISME)

Nature des opérations	Montant (millions CFA)	Source de financement
500 hectares Anacarde.....	25	FAC
Agrandissement du Parc de l'Arly...	pm	
Pistes de l'Arly.....	5	B N
Pisciculture.....	pm	
Total.....	30	

2. - LE SECTEUR MODERNE

2.1. - L'ENERGIE

2.1.1/ L'ELECTRICITE

Les projets d'investissements de la VOLTELEC pour 1971, décidés en avril 1970, concernent surtout l'extension des réseaux(1) et des équipements de maintenance. Après l'installation d'un groupe de 1 000 kW à Bobo-Dioulasso en 1970, aucun investissement nouveau n'est envisagé pour les centrales jusqu'en 1973.

Le montant des investissements a été calculé suivant 3 urgences, la première s'élevant à environ 70 millions CFA et la troisième à 140 millions CFA. La deuxième urgence, ou urgence moyenne, correspond aux investissements suivants, entièrement financés par autofinancement.

Tableau n& 2.1.1.

INVESTISSEMENTS DE LA VOLTELEC

Catégorie	Localisation	Montant (millions CFA)
Immeubles	Siège	1
Réseaux (extension)	Ouaga	38
	Bobo	36
Maintenance (hors renouvellement)	Siège	8
	Ouaga	11
	Bobo	6
Divers(2)	Koudougou et Ouahigouya	10
Total		110

(1) Surtout en basse tension

(2) En particulier construction du réseau basse tension de Koudougou dès que la gérance de la centrale sera confiée à la VOLTELEC

2.1.2/ LES CARBURANTS

Les investissements envisagés par les cinq compagnies pétrolières implantées en Haute-Volta pendant l'année 1971 s'élèvent à environ une centaine de millions CFA et concernent :

- Les infrastructures de stockage,
- Les stations et le matériel de distribution,
- Les véhicules de transport (camions et wagons citerne),
- Les postes installés chez les gros consommateurs,
- Les investissements immobiliers et aménagements divers.

2.1.3/ L ' E A U

La Société Nationale des Eaux, créée en 1969, doit assurer au niveau national toutes les opérations concernant directement ou indirectement l'eau : traitement et épuration, stockage, transport et distribution, etc...

Elle est en particulier directement intéressée dans les projets d'extension des réseaux de distribution des villes de Ouagadougou (en cours sur FED II) et de Bobo-Dioulasso (en projet sur emprunt de la Kreditanstalt) - voir chapitre urbanisme : 3.5.

La Société Nationale des Eaux elle-même envisage une opération de densification du réseau de distribution de la ville de Ouagadougou par des conduites légères en matière plastique (6 à 10 cm) avec un réseau de 52 km de canalisations nouvelles.

Le coût total de l'opération s'élèverait à environ 300 millions CFA et le délai de réalisation serait de 3 ans à partir de 1971.

Le financement serait assuré par la fourniture des canalisations et matériaux par un prêt d'origine danoise d'environ 150 millions CFA et pour les travaux par les fonds propres de la SNE.

Le coût de l'investissement réalisé en 1971 serait d'environ 50 millions CFA dont :

- Prêt danois pour les fournitures..... 25 millions CFA
- Fonds propres de la SNE..... 25 millions CFA.

Tableau n° 2.1.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

E N E R G I E

	Montant (millions CFA)	Source de financement
Electricité - VOLTELEC.....	110	VOLTELEC - Fonds propres
Eau - Société Nationale des Eaux - densification du réseau de distribution de Ouagadougou.....	50	(SNE : 25 (Prêt danois : 25
Carburants + Compagnies pétrolières.....	100	Privé
Total.....	260	

2.2. - LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Parmi les projets industriels dont la réalisation est prévue en 1971, soit partiellement, soit totalement, certains étaient prévus au 1er Plan, notamment :

- L'huilerie-savonnerie de Bobo-Dioulasso pour 1968 et 1969 ;
- L'abattoir industriel de Ouagadougou pour 1968 et 1969 ;
- La laiterie de Ouagadougou pour 1969.

D'autres projets prévus au 1er Plan ne verront pas encore le jour en 1971, ce sont : l'usine de compost de Bobo-Dioulasso (résidus urbains) et la fabrique de carreaux de sol de Tiara (carrière de marbre).

Par contre certains projets nouveaux seront réalisés ou connaîtront un début de réalisation, en 1971, parmi lesquels on peut citer :

- Grands Moulins Voltaïques à Banfora (meunerie de blé),
- Une fabrique d'Air Liquide à Ouagadougou,
- Une fabrique d'enveloppes et de chambres à air pour cycles et motocycles (Michelin),
- La première tranche de l'aménagement de la nouvelle zone industrielle et du "Domaine Industriel",
- La mise en culture de 1 500 hectares de canne à sucre pour la nouvelle sucrerie de Banfora (SOSUHV).

C'est aussi au cours de l'année 1971 que devrait être mis au point définitivement des projets d'industries nouvelles à réaliser en 1972, notamment :

- Une fabrique de piles sèches,
- Une fabrique de papeterie, dans le cadre de l'Imprimerie Nationale,
- Une rizerie de 3 000 tonnes à Ouagadougou,
- Une rizerie de 5 000 tonnes au Kou,
- L'usine de concentré de tomates à Bobo-Dioulasso,
- La sucrerie industrielle de Banfora.

2.2.1/ L'HUILERIE-SAVONNERIE DE BOBO-DIOULASSO (SHSHV)

Le projet de la Société des Huiles et Savons de Haute-Volta s'intègre parfaitement à la politique suivie par la Haute-Volta en matière d'industrialisation, orientée vers la transformation industrielle de la production agricole nationale.

Alors que l'ancienne huilerie-savonnerie (CITEC) ne traitait que l'arachide et le karité (6 000 tonnes), l'usine projetée permettra de traiter aussi la graine de coton, actuellement encore exportée.

Elle transformera :

- 15 000 tonnes de graine de coton,
- 2 200 tonnes d'arachide en coque,
- 2 800 tonnes d'amande de karité.

Sa production sera de :

- 1 300 tonnes d'huile de coton pour l'exportation,
- 650 tonnes d'huile d'arachide raffinée,
- 1 000 tonnes de beurre de karité,
- 3 000 tonnes de savon,
- 5 300 tonnes de tourteaux de coton,
- 750 tonnes de tourteaux d'arachide.

pour une valeur voisine de 700 millions CFA en période de croisière (valeur ajoutée : 250 millions CFA).

L'investissement total représente 710 millions CFA dont :

- déjà réalisé (savonnerie).....	70	millions	CFA
- Génie-civil.....	218	"	"
- Matériel installé.....	337	"	"
- Divers.....	45	"	"
- Fonds de roulement.....	40	"	"

Le financement est assuré par :

- Capital social.....	240	millions	CFA
- Apport sous forme d'immobilisations.....	48	"	"
- Prêt à long terme (BAD).....	280	"	"
- Prêt à moyen terme.....	102	"	"
- Prêt à court terme (fonds de roulement).....	40	"	"

La réalisation des investissements a commencé en 1970 et l'ouverture est prévue pour novembre 1971. La part de ces investissements en 1971 représente environ 350 millions CFA.

Le nombre d'emplois prévu est de 225 dont 5 cadres.

2.2.2/ L'ABATTOIR FRIGORIFIQUE INDUSTRIEL DE OUAGADOUGOU

Cet abattoir, dont le financement est assuré par une subvention de 520 millions du FED II, est actuellement en cours d'étude.

Il s'agit d'un abattoir d'une capacité de 6 000 tonnes dont l'ouverture est prévue fin 1972. Les travaux commenceront en 1971, pour un montant d'environ 250 millions CFA (génie-civil et bâtiments).

Cet investissement qui ne dépend pas de la Direction de l'Industrie, est pris en compte au chapitre de l'Elevage et des industries animales (1.2.).

2.2.3/ LA LAITERIE DE OUAGADOUGOU

Une laiterie d'une capacité de 5 000 litres/jour de lait stérilisé, reconstitué à partir de produits importés et livrés sous emballage plastique, a été étudiée par un promoteur privé intéressé par cet investissement ; mais une telle capacité (seuil de rentabilité) exige dans l'état actuel du marché, que 65 % de la production soit placée auprès des collectivités publiques d'une manière permanente.

L'investissement envisagé est de l'ordre de 100 millions CFA et il pourrait être réalisé en 1971.

Chiffre d'affaires : 125 millions CFA
Valeur ajoutée : 50 millions CFA
Emplois : 14

Le financement serait assuré par :

- Le capital social..... 30 millions CFA

  dont :

  . Haute-Volta..... 15

  . Sociétés des Investissements Laitiers Outre-Mer (SILOM)..... 15

- Un emprunt à long terme BND ou BEI..... 70 " "

2.2.4/ LES GRANDS MOULINS VOLTAIQUES (GMV)

Ce projet a pour promoteur la Société Industrielle et Agricole du Niari (SIAN), filiale des Grands Moulins de Paris, déjà installée à Banfora (sucrerie).

Ce projet dont la réalisation a commencé en 1970, comprend :

- Immédiatement : une minoterie de blé importé d'une capacité de 18 000 tonnes par an, ce qui couvre largement les besoins actuels ;
- Ultérieurement : une minoterie de mil d'une capacité de 6 000 tonnes par an, si l'organisation de la commercialisation permet d'acheter et de stocker cette quantité sur place ;
- A l'étude : une minoterie de maïs et une fabrique d'aliments du bétail.

Le coût total de l'investissement s'élève à 400 millions CFA dont :

- Génie-civil et bâtiments	90	millions CFA
- Matériel et équipement	190	" "
- Divers	30	" "
- Fonds de roulement	90	" "

Le financement est assuré par :

- Le capital social	133	millions CFA
dont :		
. Haute-Volta 33		
. Privé local 33		
. GMV (SIAN et divers) 67		
- Un emprunt à long terme	100	" "
- Un emprunt à moyen terme	100	" "
- Un emprunt à court terme	67	" "

Le chiffre d'affaires, à pleine capacité, serait le suivant :

- 13 500 tonnes de farine de blé	567	millions CFA
- 4 400 tonnes de farine de mil	110	" "
- Sous-produits	53	" "
	730	" "

Valeur ajoutée : 242 millions CFA

Emplois nouveaux : 42

Les investissements réalisés en 1971 s'élèveront à un montant d'environ 200 millions CFA.

2.2.5/ FABRIQUE D'OXYGENE ET D'ACETYLENE LIQUIDE

La société française l'Air Liquide envisage d'installer en 1971 à Ouagadougou un atelier de fabrication d'oxygène et d'acétylène liquide couvrant les besoins de la Haute-Volta, ce qui permettrait d'arrêter les importations correspondantes.

L'investissement envisagé est de l'ordre de 100 millions CFA (financement privé).

2.2.6/ FABRIQUE DE PNEUS ET CHAMBRES A AIR POUR CYCLES ET MOTOCYCLES (Michelin)

La société Michelin envisage d'implanter à Bobo-Dioulasso une usine de fabrication de pneus et chambres à air pour cycles et motocycles destinée à alimenter dans l'immédiat les marchés ivoiriens et voltaïques et ultérieurement ceux des autres pays de l'Entente.

La production prévue est de :

- 1 200 000 enveloppes
- 1 500 000 chambres à air

soit une valeur vente d'environ 600 millions CFA et une valeur ajoutée nette de 200 millions CFA par an.

L'investissement total s'élève à 660 millions CFA dont :

- Génie-civil et bâtiments.....	170	millions CFA
- Matériel et équipement.....	288	" "
- Divers.....	72	" "
- Fonds de roulement.....	130	" "

et, au mieux, les travaux du génie-civil et de bâtiments pourraient être réalisés en 1971, l'ouverture de l'usine étant prévue en 1972.

Le financement comprend :

- Le capital social.....		200	millions CFA
dont :			
. Michelin.....	180		
. Privé voltaïque.....	20		
- Prêt à long terme.....		200	" "
- Prêt à moyen terme.....		230	" "
- Prêt à court terme.....		30	" "

Les emplois nouveaux créés s'élèvent à 184 personnes dont 4 cadres.

2.7/ ZONE INDUSTRIELLE ET DOMAINE INDUSTRIEL

Le projet d'implantation de la première tranche de 48 hectares de la nouvelle zone industrielle a été soumis au FED III pour un montant de 400 millions CFA. Au mieux la réalisation de ce projet commencera au cours du 2e semestre 1971 et on peut espérer un montant de travaux de l'ordre de 50 millions CFA.

Le projet d'implantation du Domaine Industriel dans la zone industrielle (5 ha) dont le financement a été demandé au PNUD, pourrait démarrer au 4e trimestre 1971 (fourniture d'experts). Le montant du projet s'élève à 97 millions CFA dont environ 10 millions pourraient être dépensés en 1971.

2.8/ PLANTATION SUCRIERE

L'installation de la sucrerie SOSUHV est prévue à Banfora en 1972 pour la première récolte qui commencera en novembre 1972.

Après la mise en culture de 250 hectares de plantation en 1970/71, c'est une tranche de 1 500 hectares pour un coût de 360 millions CFA qui est prévue en 1971/72.

Le financement de ces travaux sera assuré par augmentation du capital de la société, mais la réalisation dépend de la mise en place du système d'alimentation du réseau d'irrigation (amenée d'eau de la Comoë)qui ne sera pas terminé en 1971.

Tableau n° 2.2.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

	Montant (millions CFA)	Source de financement
Huilerie-savonnerie - SHSHV.....	350	Privé (emprunt)
Abattoir frigorifique de Ouagadougou...	p m	FED II
Laiterie de Ouagadougou.....	100	Privé et emprunt) BEI ou BND)
Grands Moulins Voltaïques (GMV).....	200	Privé (emprunt)
Air Liquide.....	100	Privé
Projet Michelin (pneus et chambres à air pour cycles et motocycles).....	170	Privé
Zone industrielle et domaine industriel.....		) FED III 50 (zone)) PNUD 10 (domaine)
Plantation sucrière.....	p m	Privé
Total.....	980	

2.3. - LES SOCIETES DE CONSTRUCTION DE BATIMENTS ET DE TRAVAUX PUBLICS

Les investissements des sociétés de construction de bâtiments et de travaux publics sont assez difficiles à connaître et les éléments d'estimation sont les mêmes que ceux utilisés pour la préparation du Plan-Cadre : enquête industrielle 1965.

Les comptes économiques 1968, disponibles en fin 1970, permettront de mieux connaître le taux de formation brute de capital fixe de cette branche.

Pour 1971, on peut avancer un montant de 60 millions CFA d'investissements nouveaux pour un chiffre d'affaires de 2,5 milliards CFA.

2.4. - LE COMMERCE

La reprise économique et commerciale amorcée en 1968 et poursuivie en 1969 et 1970 permet d'espérer la réalisation de quelques investissements nouveaux dans le commerce privé (hangars de collecte et de stockage, magasins de vente) ; un montant de 30 millions CFA a été retenu à titre indicatif pour ces investissements.

La Chambre de Commerce de Ouagadougou envisage de réaliser pour début 1971 un entrepôt de 6 000 m2 dans la zone portuaire d'Abidjan pour un coût de 70 millions CFA financé par :

- Chambre de Commerce..... 5 millions
- Caisse de Stabilisation..... 5 "
- Emprunt(1) (6 ans)..... 60 "

Par ailleurs la CFDT envisage aussi de réaliser un hangar de stockage pour coton fibre de 7 000 m2 dans la zone portuaire d'Abidjan ; le coût de ce projet, d'un montant de 75 millions, serait financé par un capital social de 25 millions(2) et deux emprunts de 25 millions, l'un à moyen terme, l'autre à long terme ; finalement dans le plan de financement, la participation réelle de la Haute-Volta serait de l'ordre de 15 millions CFA.

La réorganisation de la relance de la SOVOLCOM sera poursuivie en 1971 avec la participation de la mission d'assistance technique SFEJER financée sur subvention d'équipement pour un montant de 20 millions CFA.

Cette relance comprend en particulier la réalisation d'une deuxième tranche de boutiques en zone rurale, 6 pour 18 millions CFA, après la première tranche de 32 millions financée en 1970 sur subvention d'équipement.

Enfin, si le projet de création d'un office céréalier avec l'aide du PAM, démarrait en fin 1970, il serait possible de lancer fin 1971 un programme d'infrastructures de stockage (silos, hangars), pour un montant difficile à déterminer à l'avance.

---

(1) Avec aval du Fonds d'Entraide et de Garantie du Conseil de l'Entente

(2) Réparti également entre : la CFDT, la compagnie maritime SOAEM et les caisse de stabilisation des 3 Etats : Côte-d'Ivoire, Mali, Haute-Volta

Tableau n° 2.4.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

COMMERCE

	Montant (millions CFA)	Source de financement	
Infrastructure de stockage et de distribution.....	30	Privé	
Hangar Port d'Abidjan pour la Chambre de Commerce.....	70	Chambre de Commerce Caisse de Stabilisation	35 35
Hangar CFDT Port d'Abidjan inter-Etats.....	15	Caisse de Stabilisation (sur un total de 75 millions	
SOVOLCOM			
- mission SFEGER.....	20	Subvention d'équipement	
- magasins de vente.....	18		
Total.....	153		

2.5. - LES TRANSPORTS

2.5.1/ LES TRANSPORTS PAR FER

Dans le but de procéder à des investissements rationnels, déterminés en fonction des besoins réels qui intéressent soit la modernisation des installations fixes et du matériel, soit la dotation en équipements nouveaux, la Direction de la RAN a élaboré un plan indiquant les programmes d'investissements qu'elle souhaite réaliser durant les 5 ans à venir (1970-1974).

Dans le cadre de ce plan, les prévisions totales d'achats en matériel roulant s'élèvent à 1 512 millions de francs CFA et doivent permettre à la RAN, tout en assurant la modernisation de son parc de véhicules, de faire face à une augmentation constante du trafic, qui est évalué annuellement à 3 % pour le transport des voyageurs et 4,5 % pour le transport des marchandises.

C'est ainsi que 1971 verra l'acquisition :

- de draisines et motolorrys.....	3 millions
- de voitures lits.....	60 "
- d'une voiture restaurant.....	30 "
- de voitures légères de 3e classe.....	60 "
- de matériel remorque.....	3 "
- de matériel moteur.....	27 "

soit un total de 183 millions. Mais ce total intéresse la Haute-Volta et la Côte-d'Ivoire.

En réalité, la part voltaïque de l'investissement "matériel roulant" peut être évaluée pour 1971 à 91 millions de F CFA.

Financement : emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte-d'Ivoire et du Fonds d'Entraide du Conseil de l'Entente.

2.5.2/ LES TRANSPORTS ROUTIERS

Les activités du transport routier en Haute-Volta relèvent entièrement du secteur privé et concernent le transport des voyageurs et des marchandises.

Comme en 1967, la "Transafricaine" est toujours la seule entreprise vraiment organisée. Elle exploite des lignes régulières sur les grands axes et assure le transit sur le Mali au départ de la gare de Bobo-Dioulasso.

A côté de la Transafricaine, on trouve de nombreux petits transporteurs africains dont les activités sont assez mal connues.

En 1969, le parc voltaïque s'élève à 13 328 véhicules. On peut penser qu'il augmentera en 1970 de 700 à 800 unités et de 1 000 unités en 1971, ce qui le porterait à15 000 unités. Mais il faut noter que le parc des voitures administratives connaîtra une moins forte expansion qû'en 1969.

2.5.2.1/ Les investissements de la "Transafricaine"

1° Achat de véhicules

En 1971 la société Transafrciaine pense consacrer une somme de 40 millions à des achats de véhicules soit 24 millions pour le remplacement de matériel roulant réformé et 16 millions pour une acquisition nouvelle de deux tracteurs et porteurs et de deux semi-remorques.

Le parc automobile de la Transafricaine s'élevera donc fin 1971 à :

- Cars, tracteurs + porteurs..... 71
- Semi-remorques + remorques..... 47
- Véhicules légers de service..... 5

soit un total de 123 véhicules.

2° Investissements immobiliers

Le programme de la Transafricaine pour 1971 n'est pas encore arrêté. Néanmoins la société pense construire :

- 1 hangar à Lomé. - Coût : 30 millions.

  Mais ce projet est lié à la réussite des essais de transports routiers Ouagadougou - Lomé et retour qui doivent commencer dans le courant de l'été.

- 1 hangar de 2 000 m2 à Ouagadougou. - Coût : 30 millions.

2.5.2.2/ Investissements des petits transporteurs

Aucune donnée précise n'existe actuellement sur les investissements des petits transporteurs africains. Néanmoins il semble possible d'en évaluer très approximativement le montant à 40 millions CFA compte tenu du volume de leurs activités.

5.3/ LES TRANSPORTS AERIENS

Quatre sociétés internationales desservent actuellement les aérodromes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso :

- Air Afrique
- U T A
- Air Mali
- Air Ghana

D'autre part la Haute-Volta possède depuis 1967, sa compagnie aérienne nationale : Air Volta.

Air Volta qui dispose d'un avion "Piper Cherokee", assure, outre la desserte bi-hebdomadaire de la ligne Ouagadougou - Bobo-Dioulasso, un transport à la demande soit à l'intérieur de la Haute-Volta, soit vers les pays voisins.

La compagnie envisage d'acheter en 1971 un nouvel appareil de marque Piper-Navajo et susceptible de transporter de 8 à 9 passagers.

Coût : 35 millions

Financement :

. FAC : 50 %

. BND : 50 %.

2.5. - RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS DANS LA BRANCHE DES TRANSPORTS

Projets	Tranche 71 (millions CFA)	Source de financement	Observations
TRANSPORTS PAR FER			
- RAN - matériel roulant	91	Caisse des Dépôts et Consignations de Côte-d'Ivoire, Fonds Entraide Conseil Entente	
TRANSPORTS ROUTIERS			
- Transafricaine :			
. matériel roulant..	16	Privé	
. construction de hangars.....	60	Privé	
- Transporteurs voltaïques	40	Privé	
TRANSPORTS AERIENS			
- Air Volta.....	35	Prêt : - FAC : 50% - BND : 50%	
Total.....	242		

2.6. - L'ARTISANAT URBAIN

L'Office National des Arts et de l'Artisanat, créé en 1970, connaîtra un début de réalisation en 1971 sur financement de la subvention d'équipement 1970 pour un montant de 9 millions CFA.

Placé sous la tutelle du Ministère du Travail et de la Fonction Publique, cet établissement public à caractère industriel et commercial est chargé de la promotion et du développement des arts et de l'artisanat ; il doit contribuer à l'organisation de la profession artisanale, à la formation des artistes et artisans, à la production d'oeuvres d'art et d'objets de fabrication artisanale, à la commercialisation de ces produits.

3. - L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE

3.1. - L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE

La réorganisation de la Direction des Travaux Publics, en 1967, associée à la création du Fonds Routier, et à l'octroi d'une importante subvention annuelle du FAC pour l'achat de matériel d'entretien routier, a permis en moins de 3 ans, de stopper la détérioration régulière du réseau national constatée pendant les dernières années précédant le démarrage du Plan.

Par ailleurs, le premier Plan a vu le début de la réalisation d'un vaste programme de travaux neufs financés par le FED et le FAC (bitumage des principales routes nationales et mise en service de la route Ouaga - Kongoussi).

Cet effort important consenti dans le domaine de l'infrastructure routière sera poursuivi en 1971 tant en matière de travaux neufs que d'entretien.

3.1.1/ PROGRAMME DE BITUMAGE DE ROUTES

3.1.1.1/ Aménagement et bitumage de la route Ouaga - PÔ (RN 5)

Les travaux portent sur 163 km de longueur et ont été confiés après appel-d'offres, au consortium belgo-allemand ITS, pour un montant de 1 733 millions CFA (financement FED). Délai d'exécution : 28 mois.

Le marché ayant été notifié le 17 avril 1968, les travaux devraient normalement être terminés en août 1970, soit avant la fin du 1er Plan.

En fait, après 24 mois, soit à 86 % du délai contractuel, le montant des travaux exécutés ne s'élève qu'à 360 millions.

Compte tenu de la profonde réorganisation en cours au sein du groupement, il semble que l'entreprise ne pourra en 1970 réaliser que 370 millions de travaux et que l'achèvement de ces derniers ne peut être espéré avant début 1972.

Montant des travaux tranche 71 : 800 millions.

3.1.1.2/ Aménagement et bitumage de la route Ouaga - Zorgho

Les travaux portent sur 101 km de route. Ils ont fait l'objet d'un appel d'offres ouvert le 1er décembre 1969 à l'issue duquel l'entreprise Jean LEFEBVRE a été déclarée adjudicataire.

Le délai d'exécution prévu est de 16 mois, de mi-1970 à fin 1971.

Les études ont été effectuées en 1966 par le bureau français BCEOM. Montant du projet : 787 millions plus 10 millions pour frais de contrôle géotechnique.

dont 500 millions en 1971.

Financement : FED.

3.1.2/ PROGRAMME D'ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES

Le programme d'entretien des routes nationales est entièrement financé par le Fonds Routier, donc sur crédits voltaïques.

3.1.2.1/ Cantonnage

Les travaux de cantonnage consistent en un petit entretien manuel. Leur montant s'élèvera en 1971 à 71 millions.

3.1.2.2/ Reprofilage

Le reprofilage a pour but l'égalisation de la surface de la chaussée et la lutte contre le phénomène de tôle ondulée.

Le programme 1971 comprend :

- un reprofilage lent sur 3 500 km, coût : 45 millions
- un reprofilage rapide sur 14 000 km, coût : 36 millions.

3.1.2.3/ Rechargement

La Direction des Travaux Publics envisage pour 1971 le rechargement de 326 km de routes nationales sur les itinéraires suivants :

	Longueur traitée en kms	Largeur en mètres
N 7. Banfora - frontière	50	7
N 7. Bobo - Banfora	50	9
N 4. Koupéla - Fada	88	9
N 2. Ouaga - Yako	108	9
N 10. Tougan - Ouahigouya	3	7
N 16. Interventions locales (accès d'ouvrages)	Indéterminé	
Opérations diverses	Indéterminé	-
Total	326	

Ce programme qui représente un investissement de 191 millions sur le Fonds Routier, ne constitue toutefois qu'une suggestion et pourra être modifié, quant aux itinéraires classés, en fonction des programmes de bitumage.

3.1.3/ PROGRAMME D'AMENAGEMENT DE ROUTES SECONDAIRES

Route Tenkodogo - Garango - Manga - Nobéré

Ce projet s'appuie sur une étude SBCEOM de novembre 1969. Il en diffère toutefois par l'adoption de trois déviations, totalisant 60 km environ, qui empruntant des lignes de crêtes, permettent, pour une dépense raisonnable, la construction d'une bonne route en terre, facile à entretenir.

Le tracé ainsi projeté sera utilisable en toute saison.

Les caractérisitques adoptées autorisent une vitesse de base de 60 km/h. Tous les ouvrages seront construits en dur.

Il convient cependant de noter que la construction d'un pont permettant le franchissement de la Volta Blanche sera réalisée ultérieurement et fera l'objet d'un financement séparé.

Les travaux exécutés en 1971 s'élèveront à environ 60 millions.

Financement : FAC.

3.1.4/ PROGRAMME DE DEPENSES DE MATERIEL

3.1.4.1/ Engins, véhicules, matériel de chantier

- Renouvellement : 125,4 dont FAC : 121,4 - Fonds Routier : 4
- Investissement : $\frac{7,3}{132,7}$ (FAC) millions

3.1.4.2/ Machines outils, outillage

- Renouvellement : 13,4 (dont FAC 4,6 - Fonds Routier 8,8)
- Investissement : $\frac{18,0}{31,4}$ (FAC) millions

3.1.4.3/ Dépenses diverses

- Bâtiments :
  - . entretien : 9,0
  - . construction : 10,0

  19,0 millions (sur Fonds Routier)

- Signalisation :
  - . investissements 5,0 millions (sur Fonds Routier).

3.1.5/ PROGRAMME D'ETUDES

La seule étude retenue pour l'année 1971 concerne l'itinéraire Koupéla - Tenkodogo - Togo (RN 16).

Ce projet d'étude, qui porte sur 151 km de route, est financé par la République Fédérale d'Allemagne.

Les résultats de l'appel-d'oddres en cours seront vraisemblablement connus en mai-juin 1970.

La durée des études devrait être d'un an environ.

Le montant de la convention d'études est estimé à 100 millions CFA, dont approximativement 40 seront dépensés en 1970 et 60 en 1971.

Tableau n° 3.1.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

INFRASTRUCTURE ROUTIERE

Projets	Montant (millions CFA)	Source de financement	Observations
Bitumage route Ouaga - Pô (RN 5)	800	FED	
Bitumage route Ouaga - Zorgho...	500	FED	Montant projet 797 millions
Programme d'entretien des routes nationales :			
- cantonnage.....	71	F. R.	
- reprofilage.....	81	F. R.	
- rechargement.....	191	F. R.	
Programme d'aménagement des routes secondaires (Tenkodogo - Garango - Manga - Nobéré).....	60	FAC	
Dépenses en matériel :			
- engins-véhicules et matériel de chantier.....	133	FAC : 129 F R : 4	
- machines outils et outillage	31	FAC : 22 F R : 9	
- dépenses diverses.....	24	F. R.	
Programme d'études (route Koupéla - Tenkodogo - Togo).....	60	RFA	Montant projet 100 millions
Total.....	1 951		

3.2. - L'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE

La Haute-Volta est desservie par une seule ligne de chemin de fer à voie simple (métrique) exploitée par la Régie Abidjan Niger (RAN) avec siège à Abidjan, point de départ de la ligne.

La voie ferrée mesure 1 145 km dont 517 en Haute-Volta.

Sur le territoire national, on compte 16 gares et 10 stations et un atelier de réparations à Bobo-Dioulasso.

Les investissements prévus pour l'année 1971 ressortent du Plan quinquennal 1970/74, établi par la Régie Abidjan Niger en fonction, d'une part de la nécessité de moderniser la voie et d'autre part de procéder à des renouvellements de gros matériel.

3.2.1/ AMELIORATION DE LA VOIE FERREE

a) - Etudes	10 millions
b) - Travaux :	
. ballastage	80 "
. pose de voies	8 "
. signalisation	3 "
c) - Achats de gros matériel	15 "

soit un total de 116 millions, financé sur le budget de la RAN.

3.2.2/ MODERNISATION, CONSTRUCTION OU AMENAGEMENTS D'INSTALLATIONS FIXES

a) - Construction et modernisation de bâtiments	22 millions
b) - Achat d'outillage, matériel ou mobilier	14 "
Total	36 millions

3.2.3/ ACHAT DE GROS MATERIEL

Acquisition de machines outils..... 32 millions

3.2.4/ ETUDE FERROVIAIRE ET HYDRAULIQUE - PROJET UPV 10

En vue d'une future exploitation du manganèse de Tambao, il a été entrepr en 1969 une étude ferroviaire détaillée sur Ouagadougou - Kaya et légère sur Ouagadougou - Tambao et Ouagadougou - Niamey.

Ce projet d'un montant total de 426 millions dont 92 au titre de 1971 est financé par le Fonds Spécial des Nations Unies et une participation du budget voltaïque selon la répartition suivante :

(en millions CFA)

	1971	Total
FSNU	69	283
Contribution de la Haute-Volta au FSNU (frais locaux)	5	14
Dépenses en espèces	8	25
Dépenses en nature	10	104
	92	426

Tableau n° 3.2

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE

Projets	Montant (millions CFA)	Source de financement	Observations
Amélioration de la voie ferrée	116	RAN	
Modernisation, construction ou aménagement d'installations fixes.....	36	RAN	
Achat de gros matériel.....	32	RAN	
Etude ferroviaire - projet UPV10	92	) FSNU : 69) et HV : 23	Total projet 426
Total.....	276		

3.3. - L'INFRASTRUCTURE AERONAUTIQUE ET LA METEOROLOGIE

La modernisation des deux grands aérodromes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ayant été réalisée conformément aux prévisions du Plan-Cadre 1967-70, les projets actuels sont de faible importance et visent surtout à améliorer les conditions de travail.

3.3.1/ AERODROME DE OUAGADOUGOU

Construction à Ouagadougou d'un centre de réception déporté ;
Coût de l'opération : 20 millions CFA ;
Financement : crédits ASECNA.

3.3.2/ METEOROLOGIE

Les projets retenus par le Service de la Météorologie (bâtiments de stations et logements) étaient déjà prévus par le 1er Plan mais aucun financement n'est encore envisagé pour 1971.
Coût estimé : 32 millions CFA.
Financement à trouver en 1971.

3.4. - L'INFRASTRUCTURE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Depuis le 1er janvier 1969, l'ancien service des PTT constitue un établissement à caractère industriel et commercial, doté de l'autonomie financière : l'Office des Postes et Télécommunications.

Cette transformation, tout particulièrement souhaitée par le 1er Plan, permet maintenant au jeune Office Postal de pratiquer une politique précise de prévisions et de planification et de réaliser, soit sur budget propre, soit par emprunts ou subventions obtenus auprès de l'aide extérieure, les investissements nécessaires à la bonne marche du service et à la mise en place d'une infrastructure moderne.

Cependant, compte tenu des difficultés de tous ordres héritées de l'ancienne forme de gestion administrative, et des retards inhérents à son changement de statut, l'Office n'a pu atteindre les objectifs fixés en 1967 par le Plan-Cadre et fin 1970, les investissements prévus ne seront réalisés qu'à environ 70 %.

1971 verra donc la poursuite d'un certain nombre d'entre deux mais aussi le lancement de nouveaux projets.

3.4.1/ POURSUITE D'OPERATIONS EN COURS

1° Réseau local de Bobo-Dioulasso

Le réseau téléphonique de Bobo-Dioulasso auquel sont actuellement raccordés 308 abonnés, est constitué de cables et de lignes aériennes.

A la fois insuffisant et en mauvais état, ce réseau doit être entièrement reconstruit et la mise en service courant septembre 1968 d'un central automatique d'une capacité de 800 lignes n'a fait que rendre plus urgente l'exécution des travaux de renouvellement et d'extension.

Financé sur prêt BIRD-AID, avec participation du budget de l'Office, pour un montant total de 55 millions, ce projet doit normalement démarrer au début du 4e trimestre 1970.

2° Réseau local de Ouagadougou

Le réseau existant qui comprend au 1/1/1970 845 abonnés est pratiquement saturé et doit être étendu d'une part, afin de doubler au moins sa capacité dans les quartiers actuellement desservis, d'autre part de façon à satisfaire les demandes des usagers dans les quartiers non encore équipés.

Lié à la reconstruction du réseau de Bobo-Dioulasso en ce qui concerne son financement (prêt BIRD-AID et budget de l'Office), les travaux d'extension du réseau de Ouagadougou, d'un montant de 62 millions, doivent commencer dans le courant du 4e trimestre 1970.

3.4.2/ OPERATIONS NOUVELLES

1° Lignes aérienne interurbaines

Ce projet prévoit la reconversion en liaisons bifilaires d'au moins 400 kms de lignes aériennes interurbaines à un fil conducteur en fer reliant les centres de l'intérieur tels que Kaya-Dori, Diébougou-Gaoua, Ouahigouya-Tougan, et Koudougou-Dédougou.

Financé également par la BIRD-AID et le budget de l'Office, l'exécution de ce projet s'étendra sur deux ans.

Coût total : 160 millions.

2° Extension du Central Téléphonique actuel de Ouagadougou (200 lignes)

Le central téléphonique automatique urbain de Ouagadougou est actuellement équipé pour desservir 990 abonnés, or fin 1969, il comptait déjà 845 abonnés.

Compte tenu du taux d'accroissement de la demande en installations téléphoniques, l'autocommutateur actuel sera complètement saturé courant 197.

L'adjonction de 200 lignes en système Crossbar permettra de faire face aux nouvelles demandes en attendant la construction d'un nouveau central propre à satisfaire tous les besoins téléphoniques de la capitale pour les années à venir.

La mise en service de ce nouveau central liberera ultérieurement l'autocommutateur de 200 lignes qui sera transféré à Koudougou.

Coût : 30 millions CFA - Financement : FAC.

3° Centre régional de Koudougou

La ville de Koudougou a connu depuis 1960 une très forte expansion qui n'a fait que se renforcer avec l'édification de l'usine VOLTEX et d'une usine d'égrenage de coton.

La construction d'un centre régional permettra de faire face aux besoins du trafic postal mais aussi d'abriter ultérieurement le central téléphonique automatique de 200 lignes qui sera récupéré à Ouagadougou.

Coût : 30 millions - Financement : budget de l'Office.

4° Aménagement d'artères téléphoniques

L'aménagement en courant porteurs de 5 artères téléphoniques interurbaines et internationales est prévu dans le courant de l'année 1971 (Ouagadougou - Niamey, Ouagadougou - Fada-N'gourma, Ouagadougou - Kaya, Ouagadougou - Pô, Bobo - frontière Mali).

Cette opération permettra d'augmenter sur les principales artères du pays, la capacité des équipements multivoies existants et par la même, de faire face à un trafic téléphonique et télex en constante croissance.

D'autre part, elle améliorera la qualité des communications et rendra aussi l'exploitation des circuits conformes aux règles du service universel.

Coût : 20 millions - Financement : FAC.

5° Liaison semi-automatique Ouagadougou - Bobo-Dioulasso

La liaison téléphonique Ouagadougou - Bobo-Dioulasso est desservie par un faisceau de 10 circuits également répartis dans chaque sens.

Compte tenu des conditions d'exploitation actuelles, le temps d'établissement des communications est trop long et par conséquent le rendement des circuits est trop faible.

Seule l'exploitation semi-automatique dans les deux sens, des circuits Ouaga - Bobo, prélude à l'exploitation entièrement automatique qui sera pratiquée après la mise en service de l'ouvrage multivoies actuellement en cours d'étude, permettra provisoirement d'assurer dans de bonnes conditions l'écoulement du trafic.

Coût : 10 millions - Financement : budget de l'Office.

6° Création d'un Centre de Chèques Postaux à Bobo-Dioulasso

La création d'un centre de chèques postaux à Bobo-Dioulasso permettra de "décongestionner" le centre de Ouagadougou qui doit faire face à une augmentation de trafic, mais aussi d'offrir aux habitants de Bobo-Dioulasso la facilité des paiements à vue.

Coût : 14 millions - Financement : budget de l'Office.

7° Construction et équipements de deux bureaux de poste

Durant l'année 1971, l'Office envisage sur son budget propre, de reconstruire deux bureaux de poste choisis parmi les plus vétustes.

Coût : 20 millions - Financement : budget de l'Office.

8° Réaménagement du garage des PTT

Le projet consiste essentiellement en la construction d'un hangar métallique comportant le matériel nécessaire au bon entretien des véhicules de l'Office. Quatre compartiments sont prévus pour les travaux suivants : graissage, lavage, peinture, réparations.

Coût : 11 millions - Financement : budget de l'Office.

9° Opérations diverses

Ces opérations portent sur :

- l'ameublement et l'équipement de 5 bureaux
- l'entretien et la réfection de divers bâtiments ou bureaux,
- la clôture de plusieurs terrains sur lesquels sont implantés des bureaux de Poste,
- l'installation d'une horloge parlante.

Coût global : 20 millions - Financement : budget de l'Office.

Tableau n° 3.4.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

INFRASTRUCTURE DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Projets	Montant (millions CFA)	Source de financement	Observations
Réseau local de Bobo-Dioulasso	33	BIRD-AID et budget Office	Total projet 55 millions
Réseau local de Ouagdougou....	37	"	Total projet 62 millions
Lignes aériennes interurbaines	80	" "	Total projet 160 millions
Extension du central téléphonique de Ouagadougou (200 lignes)...	20	FAC	Total projet 30 millions
Centre régional de Koudougou..	30	Budget Office	
Aménagement d'artères téléphoniques.....	20	FAC	
Liaison semi-automatique Ouaga - Bobo.....	10	Budget Office	
Création d'un centre de chèques postaux à Bobo-Dioulasso.. ...	14	"	
Construction et équipement de deux bureaux de Poste.....	20	"	
Réaménagement du garage des PTT	11	"	
Opérations diverses.....	20	"	
Total.....	295		

3.5. - L'URBANISME

Les travaux d'urbanisme concernent les six communes urbaines : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouahigouya, Kaya et Banfora.

Ces travaux sont, soit effectués sous le contrôle direct de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (plans et schémas directeurs), soit confiés à la Direction de l'Hydraulique (assainissements et adductions d'eau), soit réalisés directement par les municipalités (voirie).

Les différentes opérations prévues en 1971 en matière d'urbanisme sont les suivantes :

3.5.1/ SCHEMA DIRECTEUR D'URBANISME DE OUAGADOUGOU

Le projet a pour but de lever l'état des lieux et d'établir le schéma directeur d'urbanisme de Ouagadougou.

Il comprend :

- Des levés aériens réalisés en 1970 par l'IGN ;
- Des levés au sol qui seront effectués en 1970/71 par un cabinet de géomètre ;
- Le schéma directeur lui-mêmequi sera réalisé par le cabinet SEURA en 1970/71.

Sur un coût total de 26 millions CFA (financement FAC) les travaux réalisés en 1971 s'élèveront à environ 8 millions CFA.

3.5.2/ LOTISSEMENT DU BOIS DE BOULOGNE

Ce programme de 250 logements en location vente pour les fonctionnaires non logés, sera implanté sur un lotissement sis en bordure du Bois de Boulogne à Ouagadougou.

Les travaux de V.R.D. nécessaires, commencés en 1970, comprennent :

- L'adduction d'eau pour..... 40 millions CFA
- L'électrification pour..... 42 " "
- La voirie pour..... 36 " "

soit un total de 118 millions CFA sur financement réparti entre :

- Société Nationale des Eaux..... 10 millions CFA
- Mairie de Ouagadougou..... 6 " "
- VOLTELEC..... 10 " "
- Budget National..... 92 " "

3.5.3/ ETUDE POUR L'EXTENSION DES STATIONS D'EPURATION DE OUAGADOUGOU, KOUDOUGOU ET BANFORA

A réaliser par l'HER sur financement du Budget National : 3 millions CDA.

3.5.4/ POURSUITE ET FIN DES TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU DE OUAGADOUGOU

Ces travaux représentent pour 1971 un montant d'environ 125 millions sur un coût total de 180 millions (FED).

3.5.5/ TRAVAUX NEUFS DES COMMUNES URBAINES

Ouagadougou

En 1971, la Commune de Ouagadougou pourra dépenser en investissements nouveaux environ 20 % de ses recettes soit 70 millions CFA. Sur ce total 12 millions seulement seraient consacrés à des travaux d'urbanisme.

Par ailleurs, la municipalité envisage de recourir à un emprunt de 150 millions pour parer aux besoins urgents en matière de voirie et d'adduction d'eau. Cet emprunt qui serait utilisé en 1971 et 1972, serait amorti en 10 ans et les charges correspondantes sont supportables pour le budget de la Commune (15 millions par an).

Les travaux envisagés sur cet emprunt sont les suivants :

- Bitumage de 6 000 mètres de rues.....	39 millions CFA
- Construction de 5 ponts.....	9 " "
- Aménagement de 5 carrefours.....	10 " "
- Lotissement de 300 hectares quartier Larlé.....	9 " "
- Adduction d'eau quartiers Tampouy et Zogona.....	33 " "
Total.....	100 millions CFA

Le montant réalisable en 1971 serait de l'ordre de 25 millions CFA.

Bobo-Dioulasso

En 1971, la Commune de Bobo-Dioulasso pourra dépenser en investissements nouveaux environ 20 % de ses recettes soit 30 millions CFA. Sur ce total 10 millions seulement seraient consacrés à des travaux divers d'urbanisme.

Autres communes

Pour les quatre communes urbaines, un montant maximum de 6 millions de travaux correspond aux possibilités des budgets.

Tableau n° 3.5.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

URBANISME

	Montant (millions CFA)	Source de financement
Plan d'urbanisme de Ouagadougou.....	8	FAC (total 26)
Lotissement du Bois de Boulogne.....	118	BN : 92 BC : 6 SNE : 10 VOLTELEC : 10
Etudes extension stations épuration....	3	BN
Réseau de distribution d'eau de Ouaga..	125	FED (total 180)
Travaux neufs des communes urbaines :		
- Ouagadougou.....	12 25	BC Emprunt CCCE
- Bobo-Dioulasso.....	10	BC
- Autres communes urbaines.....	6	BC
Total.....	307	

3.6. - L'HABITAT URBAIN

L'habitat urbain concerne une partie de la population des trois villes de Haute-Volta : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, et des quelques 20 autres centres urbains ou semi-urbains, soit environ 225 000 personnes ayant réellement un mode de vie urbain.

La situation de cet habitat est dans l'ensemble peu satisfaisante.

Pourtant plusieurs organismes ou établissements s'intéressent aux constructions immobilières :

- La BND qui consent des prêts aux particuliers, sous réserve d'une participation personnelle de l'emprunteur ;
- La SIV et la Caisse de Prévoyance Sociale qui assurent elles même le rôle de maître d'oeuvre et construisent soit sur fonds propres, soit sur prêts obtenus auprès de diverses sources de financement.

3.6.1/ LA BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Le nombre des prêts accordés par la Banque Nationale de Développement pour des constructions immobilières a fortement augmenté depuis 1966 :

- 1966 : 236 prêts pour 135 millions
- 1967 : 242 prêts pour 143 millions
- 1968 : 430 prêts pour 154 millions
- 1969 : 684 prêts pour 218 millions

Par contre le montant moyen de chaque prêt a diminué, la BND ayant ces dernières années satisfait de nombreuses demandes destinées à des constructions en banco et en semi-dur.

En admettant que l'apport personnel des candidats à la construction représente environ le quart du total et en tablant sur un montant de prêts d'environ 240 millions CFA en 1971, c'est un investissement global de 300 millions qu'il faut envisager pour cette source de financement.

3.6.2/ LA SOCIETE IMMOBILIERE VOLTAIQUE (SIV)

Cette société réalisera en 1970 et 1971, un ensemble de 30 villas pour les fonctionnaires de l'Assistance Technique.

Les travaux doivent commencer en octobre-novembre 1970.

Montant total du projet : 150 millions CFA

soit : 20 millions en 1970 et 130 millions en 1971.

Financement :

- Fonds propres de la SIV..... 30 millions
- Prêt FAC..... 70 "
- Prêt CCCE..... 25 "
- Prêt BND (moyen terme)..... 25 "

3.6.3/ LA CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE

Le programme 1970 de la Caisse de Prévoyance Sociale comporte la construction de logements pour les fonctionnaires des Nations Unies, mais sa réalisation débordera sur l'année 1971.

Montant du projet : 60 millions CFA

soit : 50 millions en 1970 et 10 millions en 1971.

Financement : fonds propre de la Caisse.

3.6.4/ LOTISSEMENT DU BOIS DE BOULOGNE

Le gouvernement voltaïque a décidé de lancer à partir de 1971 un important programme de construction de villas, 250 en 6 ans, destinées au logement des jeunes fonctionnaires voltaïques qui, dorénavant, ne seront plus logés par l'Administration.

L'accession à la propriété se ferait à l'aide d'un prêt de 18 ans consenti par l'Etat avec l'aide de la Caisse Centrale pour les 10 premières années.

Les constructions envisagées coûteraient en moyenne 3 millions CFA et la première tranche commencée en 1971, comprenant environ 40 unités, sera disponible en 1972.

Les travaux de VRD du lotissement, implanté en bordure du Bois de Boulogne, seront réalisés en 1971 (cf. 3.5.2.).

Tableau n° 3.6.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

HABITAT URBAIN

Projets	Montant (millions CFA)	Source de financement	Observations
Construction sur prêts BND...	300	BND + Privé	
Construction de 30 villas (SIV)	130	) S I V) Prêt FAC) Prêt CCCE) Prêt BND	Montant du projet 150 millions
Construction de logements pour les fonctionnaires des Nations Unies (CPS-HV).....	10	CPS	Montant du projet 60 millions
Lotissement du Bois de Boulogne 1re tranche de 15 logements...	p m	CCCE	Montant du projet 800 millions en 6 ans
Total.....	440		

3.7. - L'INFORMATION

L'information est assurée en Haute-Volta par la presse écrite, la presse filmée et les services de la Radiodiffusion.

3.7.1/ LA PRESSE D'INFORMATION

Depuis 1967, la presse écrite a sensiblement augmenté ses tirages. ILs atteignent maintenant 2 500 exemplaires pour l'hebdomadaire "CARREFOUR AFRICAIN" et 1 500 exemplaires pour le Bulletin Quotidien polycopié (BQ).

Pourtant les moyens dont dispose la Direction de l'Information sont toujours réduits, aucun des investissements, d'ailleurs modestes, prévus par le Plan-Cadre dans ce secteur, n'ayant été réalisés.

Aussi, est-ce l'exécution des opérations et projets du 1er Plan qui devra être recherchée en priorité durant l'année 1971.

Soit sur crédits FAC :

- L'acquisition du matériel de reportage.....	1,3	millions
- L'installation de panneaux d'affichage.....	1,7	"
- L'acquisition de matériel photo.....	2,0	"
- L'acquisition de véhicules.....	3,0	"
	8,0	"

3.7.2/ LA RADIODIFFUSION

La Campagne d'Ecoute réalisée en 1968-69 a montré l'insuffisance de la couverture radiophonique du territoire voltaïque.

Aussi les objectifs et orientations fixés par le Plan-Cadre demeurent-ils les mêmes pour l'année intérimaire 1971, soit :

- La couverture radiophonique complète du pays,
- Une amélioration accrue des programmes et des conditions d'émission.

1. Extension des bâtiments de la radio à Ouagadougou (3e tranche)

Depuis sa création, le service de la télévision occupe une partie des locaux de la radiodiffusion. La réalisation de la 3e tranche de travaux de la Maison de la Radio mettra à la disposition des services les locaux nécessaires à une exploitation rationnelle.

Elle facilitera, dans une large mesure, le travail des agents mais surtout permettra d'offrir aux auditeurs voltaïques des émissions améliorées.
Coût : 75 millions CFA (FAC).

2. Installation d'un émetteur de 110 kW à Ouagadougou

Destiné à assurer la couverture radiophonique de la Haute-Volta, ce projet comprend :

- La fourniture d'un émettreur de 100 kW ;
- La construction d'un bâtiment ;
- Le montage de l'émetteur dans ce bâtiment.

Financée par l'aide allemande avec participation du Budget National, cette opération est évaluée très approximativement à 350 millions de F CFA.

3. Fourniture de pièces détachées

Ce projet a pour objet la constitution d'une réserve de pièces de rechange usuelles pour un matériel (émetteur ondes courtes de Ouagadougou) dont la fabrication n'est pas assurée. Pour mémoire (fonctionnement).
Coût : 9 millions CFA (FAC 70).

Par ailleurs, il convient de signaler que durant l'année 1971, la Direction de la Radiodiffusion recherchera le financement de deux opérations dont la réalisation ne pourra en tout état de cause commencer avant 1972, soit l'extension de la Maison de la Radio de Bobo-Dioulasso et l'installation d'un émetteur de 20 kW dans cette même ville.

Tableau n& 3.7.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

INFORMATION

Projets	Montant (millions CFA)	Source de financement	Observations
1. Prèsse d'information....	8	FAC	A demander
2. Radiodiffusion :			
- Extension des bâtiments de la radio de Ouaga (3e tranche)..	75	FAC 70	
- Installation d'un émetteur de 100 kW à Ouagadougou.....	350	Aide allemande + BN	
Total.....	433		

4. - SECTEUR SOCIAL

4.1. - L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION

4.1.1/ L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Les statistiques démographique montrent que vers les années 1970, le nombre des enfants arrivant à l'âge scolaire(1) augmente environ de 4 000 d'une année à l'autre. Les besoins en classes nouvelles sont donc énormes si l'on veut améliorer le taux de scolarisation à ce niveau.

Malheureusement le seul financement existant pour la construction des écoles nouvelles est celui des budgets des collectivités qui ne peuvent consacrer aux travaux neufs que 7 % de leurs recettes pour les collectivités rurales et 20 % pour les collectivités urbaines. Le montant disponible n'atteint donc que 150 millions par an dont un tiers seulementpour les travaux neufs destinés à l'enseignement.

On peut donc espérer en 1971 un financement global des budgets des collectivités de l'ordre de 50 millions CFA permettant de réaliser environ 60 créations ou normalisations des classes primaires.

4.1.2/ L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Deux projets d'investissements sont envisagés pour l'enseignement secondaire en 1971.

La première tranche du Lycée de jeunes filles de Ouagadougou, financée par la contribution patriotique et commencée en 1970, sera terminée en 1971 ; cette tranche comprend 6 classes du 1er cycle avec internat permettant d'accueillir environ 240 élèves, pour un montant de 75 millions CFA. La construction de la deuxième tranche, pour un montant équivalent, pourrait commencer en 1971 si le financement était obtenu d'une aide extérieure.

Une troisième tranche de construction de deux troncs communs (6e et 5e) sera réalisée en 1971 à Yako et Boromo, soit 4 classes en tout, sur financement de contrepartie PAM pour un montant de 15 millions CFA.

---

(1) La tranche d'âge de 6 ans représente environ 150 000 enfants en 1970

4.1.3/ L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Le seul projet retenu pour l'enseignement technique est celui du nouveau lycée technique de Ouagadougou dont le financement a été demandé au 3e FED pour un montant global de 570 millions CFA. L'étude de ce projet, pour un coût de 20 millions CFA, doit être réalisée en 1970 et il est peu vraisemblable que la première tranche de travaux débute avant fin 1971.

Cet important projet sera donc inclus dans le 2e Plan et sa réalisation échelonnée sur plusieurs années en fonction des besoins de formation qui seront connus d'une manière précise fin 1970 (enquête SEDES "Formation - emploi" en cours).

Dans l'immédiat il serait souhaitable que le FED finance en priorité une première tranche d'équipements, pour un montant d'environ 50 millions CFA, dont l'établissement actuel a un besoin urgent et qui serait ultérieurement transférée dans le nouvel établissement.

4.1.4/ L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Fin 1970, la nouvelle organisation de l'enseignement supérieur en Haute-Volta sera en place autour de l'embryon d'Université qu'est le Centre d'Enseignement Supérieur dont la première tranche est en cours de construction (pour un montant de 50 millions CFA ; financement FAC).

Ce centre pourrait accueillir dans l'immédiat 200 étudiants et le projet définitif représente un investissement d'environ 300 millions CFA.

Le financement de la deuxième tranche demandé au FAC, pour un montant de 50 millions CFA, pourrait intervenir courant 1971.

4.1.5/ L'EDUCATION RURALE

De nombreuses sources de financement interviennent plus ou moins régulièrement au profit de l'Education Rurale pour les investissements (constructions et équipements) et le fonctionnement : Budget National, budgets des collectivités rurales, FED, FAC, PNUD, UNICEF, US-AID, etc...

1. Le Budget National ne finance que le fonctionnement de l'éducation rurale (personnel et matériel) ;

2. Les budgets des collectivités rurales financent :

   - le fonctionnement pour quelques millions par an,
   - la construction de centres en banco en fonction des besoins et des moyens. Chaque centre comprenant une classe, un magasin et un logement de maîtres revient à environ 600 000 F CFA. On envisage en 1971 la construction de 25 centres de ce type, pour un montant total de 15 millions CFA, ce qui permettrait la prise en compte de 1 000 élèves nouveaux. Les maîtres et maîtresses nécessaires pour l'ouverture de ces nouveaux centres seront disponibles en nombre suffisant (100 dont 80 maîtres et 20 maîtresses) ;

3. Le Fonds Européen de Développement a été sollicité depuis plusiors années pour le financement d'une deuxième tranche de 250 centres en dur qui n'a pas été retenue sur le FED II mais qui a fait l'objet d'un accord de principe sur le FED III. Cette requête qui s'élevait à l'époque à 971 millions CFA comprenait outre la construction de 250 centres en dur, le forage de 475 puits, des logements pour conseillers, des hangars, du mobilier, de l'équipement pour les anciens élèves, etc.

Récemment deux autres requêtes ont été transmises au FED : elles concernent :

   - la construction et l'équipement d'un centre de formation de monitrices d'éducation rurale dans la banlieue de Ouagadougou, pour un montant de 93 millions CFA ;
   - des équipements divers pour 600 centres et 200 groupement post-scolaires et la construction de 15 centres de perfectionnement agricole, pour un montant total de 107 millions CFA réparti sur 5 ans dont 41 millions en 1971.

Dans l'état actuel des négociations concernant le 3e FED, il est impossible de dire quelle partie de cet important programme d'investissement a des chances d'être financée et réalisée en 1971.

N'importe comment les premiers CER en dur construits sur ce financement FED remplaceraient les CER en banco existant et fonctionnant d'une façon satsifaisante, ce qui ne pose pas de problème de formation de maîtres mais n'uagmente pas le nombre des élèves.

4. Aucun financement du Fonds d'Aide et de Coopération n'est envisagé en 1971 pour l'éducation rurale.

5. Le Programme des Nations Unies a retenu pour début 1971 une mission d'étude composée de 4 experts (FAO, BIT, UNESCO, ONU), chargée de faire des propositions pour l'encadrement temporaire et l'équipement des anciens élèves des centres d'éducation rurale. Coût : 5 millions CFA.

6. Le programme UNICEF en 1971 s'élèverait à environ 25 millions CFA et comprendrait :
   - l'équipement de centres masculins et féminins,
   - l'équipement de groupements post-scolaires (matériel agricole, charrettes, engrais, etc...),
   - la fourniture de matériel pour les centre de formation de maîtres et de maîtresses (CFMER),
   - la fourniture de véhicules pour la Direction et les circonscriptions de l'Education Rurale.

7. Des organismes divers seront sollicités en 1971, comme par le passé, pour contribuer au développement et au fonctionnement de l'éducation rurale :
   - Le catholic relief service américain pour la fourniture de produits alimentaires ;
   - L'USAID pour la fourniture de matériel ;
   - Le Peace Corps américain pour la construction et l'assistance de quelques centres ;
   - L'organisation "Frères des Hommes", etc...

4.1.6/ AUTRES FORMATIONS

4.1.6.1/ Ecole Inter-Etats des Adjoints Techniques du Génie Rural

Installée provisoirement dans les bâtiments de l'IRAT à Saria, l'Ecole forme, par cycles de 15 mois, des adjoints techniques du génie rural pour les Etats africains francophones.

La construction d'une nouvelle école à Kamboinsé est envisége pour un coût d'environ 165 millions CFA. L'étude architecturale doit être financée par le FAC pour un montant de 5 millions CFA en 1971.

Le financement des travaux a été demandé à l'aide extérieure pour réalisation en 1972.

4.1.6.2/ Ecole Professionnelle des Postes et Télécommunications

L'école ne peut actuellement assurer dans de bonnes conditions, faute de moyens, la formation ou le recyclage des agents et spécialistes nécessaires à l'Office des P et T.

L'augmentation de la surface utile de l'école par adjonction d'une aile de bâtiment, et l'équipement des salles en mobilier et matériels de travail et d'instruction, permettra de résoudre les principales difficultés rencontrées dans le domaine de la formation professionnelle.

Coût : 15 millions CFA - Financement FAC.

4.1.6.3/ Centre de Formation Professionnelle des Travaux Publics

Ce centre, créé en 1967, répond à un besoin de plus grande qualification du personnel (recyclages, formation accélérée).

La construction d'un nouveau bâtiment permettra au centre de fonctionner dans de meilleures conditions. Coût 16 millions (FAC).

4.1.6.4/ Centre Agricole Polyvalent de Matourkou

Le financement du centre est assuré pendant la phase II (de mai 1968 à avril 1973) par le PNUD et le budget national. Sur un montant total de 88 millions CFA en 1971, la part des investissements nouveaux en équipements durables s'élève à 21 millions, dont 8 sur budget national et 13 sur PNUD.

Tableau nº 4.1.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

ENSEIGNEMENT ET FORMATION

	Coût (millions CFA)	Source de financement
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE		
- Classes primaires (60 créations ou normalisations).....	50	Budgets des collectivités
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		
- Lycée de Jeunes Filles de Ouagadougou..	75	Contribution patriotique
- 2 troncs communs de Yako et Boromo.....	15	P. A. M.
ENSEIGNEMENT TECHNIQUE		
- Lycée Technique de Ouagadougou - Equipement première urgence.....	50	F. E. D. III
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		
- 2e tranche du CESUP.....	50	F. A. C.
EDUCATION RURALE		
- Construction de 25 centres en banco....	15	Budgets des collectivités rurales
- Programme FED.....	pm	
- Mission d'étude.....	5	P N U D
- Programme UNICEF.....	25	U N I C E F
- Investissements divers.....	5	USAID 4, privé extérieur 1.
AUTRES FORMATIONS		
- Ecole des A.T. du Génie rural.....	5	F. A. C.
- Ecole Nationale des P. et T.	16	F. A. C.
- Centre de Formation des TP.....	16	F. A. C.
- Centre Agricole Polyvalent de Matourkou	21	BN 8 ; PNUD 13.
Total.....	347	

4.2. - LA SANTE ET LES AFFAIRES SOCIALES

Fin 1970 près de 100 % des investissements du secteur santé prévus au Plan seront réalisés ; l'année 1971 sera donc une année d'investissements réduits avant le lancement des travaux de construction nouvelles demandées au FED III et qui ne démarreront pas avant 1972.

L'année 1970 aura vu l'ouverture de deux nouveaux pavillons à l'hopital de Bobo-Dioulasso (maternité et pédiatrie - 160 lits - financement FAC 63) et l'année 1971 verra la prise en compte des deux hopitaux secondaires et des 10 formations sanitaires financés par le FED I et dont les équipements seront en place début 1971.

Le budget de la santé, qui n'a augmenté en 1970 que de 5 % par rapport à 1969, devra être prévu en fonction de ces nouvelles prises en compte dont les charges récurrentes seront importantes.

Néanmoins un certain nombre d'investissements sur financements divers sont prévus au cours de l'année 1971.

4.2.1/ MINISTERE DE LA SANTE

Au niveau du Ministère de la Santé, deux projets ont été retenus.

Le premier concerne l'étude architecturale de l'Ecole Nationale de la Santé (coût : 3 millions CFA - financement FAC 70), première étape de la réalisation de ce complexe de formation polyvalent dont le besoin se fait de plus en plus sentir et qui pourrait voir le jour au cours du 2e Plan (coût total 1re tranche : 74 millions CFA).

La deuxième comprend les interventions de l'UNICEF (programme annuel 1970-71) pour un montant de l'ordre de 3 millions CFA et consiste en :

- fourniture de matériel d'enseignement pour l'Ecole Nationale d'Infirmiers d'Etat ;
- fourniture de véhicules pour la protection maternelle et infantile.

Il convient de faire figurer ici pour mémoire le programme d'ensemble OMS qui représente des financements annuels assez importants mais qui ne peuvent pas être considérés comme des investissements au sens strict. Il s'agit en effet surtout de fourniture d'assistance technique, d'aide à la formation, de dotation de bourses, d'études spécifiques, de fournitures de fonctionnement (combustible) etc.

A partir de 1970, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) doit assurer la fourniture de vivres pour les malades des hopitaux pour un montant d'environ 36 millions CFA par an.

En contrepartie de cette aide, le Gouvernement de la Haute-Volta s'est engagé à investir 7 millions CFA par an au titre de la Santé Publique. Ces investissements pourraient commencer en 1971.

4.2.2/ DIRECTION DE LA SANTE URBAINE

Le seul financement important envisagé pour la santé urbaine concerne des travaux d'amélioration de l'hopital de Ouagadougou pour un montant de 30 millions CFA (financement : subvention française d'équipement 1970).

Aucun investissement nouveau n'est envisagé en 1971 sur financement FED.

Le programme annuel UNICEF 1970/71 prévoit la fourniture de matériel, d'équipements et de véhicules (pour un montant de 2 millions CFA) et de médicaments.

Les budgets des collectivités publiques, communes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, disposeront en 1971 de moyens importants nouveaux pour les investissements sociaux, suite à la diminution de 30 à 10 % du reversement des budgets des collectivités urbaines au budget national. Ces investissements pourraient être entre autres :

- à Ouagadougou : la construction de la maternité de Gounghin prévue en 1968 mais non commencée, pour un montant de 15 millions CFA ;
- à Bobo-Dioulasso : la poursuite de l'installation de la maternité commencée en 1969 pour un montant de 2 millions CFA, mais prévue à partir de 1968 pour un montant de 5 millions CFA par an pendant 3 ans.

Quelques investissements nouveaux pourraient par ailleurs être réalisés par des organismes privés (Eglise Catholique, Eglise Protestante, etc) pour des montants non encore connus.

4.2.3/ DIRECTION DE LA SANTE RURALE

La mise en place en début 1971 des équipements pour les deux hopitaux secondaires et les 10 formations sanitaires financés par le FED I sera la dernière opération importante du FED au profit de la santé rurale au titre du 1er Plan. Le financement de ces équipements, pour un montant de 130 millions CFA est considéré comme une opération 1970.

Sur convention FAC 1970, sont prévues les opérations suivantes :

- Modernisation de 2 formations sanitaires à Dédougou et Bobo-Dioulasso. - Coût : 6 + 4 = 10 millions CFA ;
- Aide à l'éradication de la fièvre jaune. - Coût : 10 millions CFA ;
- Fourniture de 14 véhicules divers. - Coût : 15 millions CFA.

Cette convention prévoit en outre la fourniture de médicaments (90 millions CFA) et de carburant (8 millions CFA)qui ne sont pas pris en compte dans les investissements.

Le programme UNICEF au profit de la santé rurale concerne :

- La poursuite de l'équipement des services de santé de base en matériel et véhicules (équipes de supervision, hygiène maternelle et infantile, lutte contre les maladies transmissibles) ;
- L'aide à la campagne de lutte contre la lèpre, le trachome et la tuberculose par la fourniture de médicaments, de matériel et de véhicules. - Coût total estimé à 40 millions CFA dont 25 millions sont considérés comme des investissements (matériel et véhicules).

La campagne de lutte contre la rougeole et la variole,financée par l'USAID (avec participation de l'OMS), doit prendre fin en juin 1971 et on ignore encore si ce programme sera reconduit et sous quelle forme. Le coût de 125 000 dollars US, soit environ 35 millions CFA, pour les 6 mois de 1971, comprend l'assistance technique mais semble néanmoins très élevé. Les investissements véritables ne dépassent sans doute pas 4 millions CFA pour la période en matériel et véhicules.

La Fondation Raoul Follereau doit créer à Ouagadougou un centre de réadaptation pour Hanséniens dont la réalisation sera terminée en 1971. - Coût : 36 millions CFA.

Un autre centre est prévu à Kaya pour un montant de 12 millions CFA.

Les formations communales intéressant la santé rurale sont celles des 4 communes urbaines de Koudougou, Kaya, Ouahigouya et Banfora et des collectivités rurales. Les budgets annuels de l'ensemble de ces collectivités s'élèvent à environ 1 200 millions CFA, mais la part des travaux neufs consacrée à la santé publique reste très faible, moins de 2 % ; on peut donc estimer à environ 20 millions CFA les investissements qui seront réalisés en 1971 sur ces budgets.

4.2.4/ DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES

Aucun financement n'est envisagé en 1971 pour réaliser les projets inscrits au 1er Plan et qui n'ont pas encore vu le jour : construction et équipement de 4 centres sociaux(1) pour un montant d'environ 10 millions CFA.

Par contre l'année 1971 verra l'achèvement des investissements financés par le FAC dans le cadre des ORD de Ouagadougou et de Kaya pour l'animation féminine adulte et l'encadrement des anciennes élèves de l'Education Rurale. Ces actions, qui n'étaient pas prévues au Plan, ont démarré en 1969 et 1970 et les premiers résultats obtenus sont encourageants. Une poursuite de ces actions pourrait être envisagée pendant le 2e Plan si le financement était obtenu dans le cadre des conventions passées pour la modernisation et le développement de l'agriculture dans les ORD.

Le montant des investissements restant à faire en 1971, sur convention FAC, s'élève à environ 5 millions CFA.

Le programme UNICEF 1970/71 au profit des Affaires Sociales se limite à la fourniture de matériel et de véhicules pour les services spécialisés, l'enfance inadaptée et l'animation rurale féminine. - Coût estimé : 5 millions CFA.

La poursuite des actions menées par des organismes privés ; (UCFV, ASCOFAM, MISEREOR, CIDR. etc) pour l'animation féminine rurale à Gaoua, Koury, Dissin, etc nécessitera la mise en place de quelques investissements dont le montant pourrait atteindre 5 millions CFA.

---

(1) A Banfora, Nouna, Tougan et Léo

Tableau n° 4.2.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

SANTE ET AFFAIRES SOCIALES

	Montant (millions CFA)	Source de financement
1° MINISTERE DE LA SANTE		
- Ecole Nationale de la Santé : étude architecturale.....	3	F. A. C. 1970
- Programme UNICEF.....	3	U N I C E F
- Programme OMS.....	p m	O. M. S.
- Programme PAM (contrepartie)..	7	BN (compte 300 - 15)
2° DIRECTION DE LA SANTE URBAINE		
- Hopital de Ouagadougou : travaux de réfection.....	30	Subvention française d'équipement 1970
- Programme UNICEF.....	2	U N I C E F
- Maternité de Gounghin (Ouagadougou).....	15	BC
- Maternité de Bobo-Dioulasso...	5	BC
- Organisme privés à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.....	p m	Privé
3° DIRECTION DE LA SANTE RURALE		
- Modernisation de 2 formations sanitaires.....	10	F. A. C. 1970
- Programme fièvre jaune.....	10	F. A. C. 1970
- Véhicules.....	15	F. A. C. 1970
- Programme UNICEF.....	25	U N I C E F
- Campagne rougeole-variole (équipement).....	4	US/AID
- Centre de réadaptation pour Hanséniens.....	48	Privé - Fondation Raoul Follereau
- Formations communales.....	20	BC
4° DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES		
- Animation féminine dans les ORD	5	F. A. C. 1968 et 1970
- Programme UNICEF.....	5	U N I C E F
- Animation féminine - centres privés.....	5	Privé
Total.....	212	

5. - STATISTIQUES, ETUDES, ENQUETES
RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET AGRONOMIQUE

5.1. - STATISTIQUES, ENQUETES ET ETUDES

La Direction de la Statistique doit mettre sur pied fin 1970 un projet qui, quoique peu coûteux (13 millions CFA - Financement FAC 70), présente un très grand intérêt pour l'amélioration à l'avenir des statistiques démographiques et agricoles de la Haute-Volta.

Il s'agit en effet de la révalorisation des structures administratives par la formation aux techniques de relevé statistique :

- des agents recenseurs et d'Etat-civil des circonscriptions administratives (100 agents) ;
- des moniteurs d'agriculture et encadreurs des ORD (190 agents).

Cette formation se fera sous forme de stages de 5 à 6 semaines organisés dans 9 centres par des équipes de spécialistes de la Direction de la Statistique qui se déplaceront pendant 6 mois.

5.2. - RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE

Le principal objectif du 1er Plan en matière de recherche géologique et minière était une meilleure connaissance des ressources minières du pays.

Cet objectif a été atteint puisque les investissements prévus au Plan seront réalisés à environ 100 % et que les résultats de 4 ans de travaux seront les suivants :

- Etablissement des carte géologique et prospection stratégique pour un montant d'environ 130 millions CFA ;
- Découverte d'un gisement de cuivre dans la région de Gaoua, en cours d'évaluation ;
- Découverte d'indices intéressants de cuivre, de molybdène et d'antimoine dans la région de Kaya (GOREN), à prospecter ;
- Mise au point du projet d'exploitation du gisement de manganèse de Tambao.

Cet excellent départ sera suivi en 1971 d'un certain nombre d'opérations consacrées à :

- l'établissement de carte géologique et prospection d'indices ;
- l'évaluation du gisement de cuivre de Gaoua ;
- la prospection des indices de la région de Kaya ;
- la prospection systématique de la zone Nord.

Quat au projet Tambao, il faudra attendre pour y donner suite les résultats de l'étude menée actuellement (projet UPV 10 du PNUD) concernant l'implantation du chemin de fer et la rentabilité économique d'ensemble.

1. Carte géologique et prospection d'indices

Sur crédits propres, le DGM mettra en place 5 équipes, dont 3 d'établissement de carte et 2 de prospection stratégique, dans les régions de : Arly (fin), Sebba et Dori (compléments) et Tougan (suite).

Coût : 25 millions CFA.

Sur crédits FAC :

- La publication de 3 feuilles de la carte géologique au 1/200 000 : Pama, Arly et Sebba. - Coût : 6 millions CFA ;
- La fin du programme de prospection géochimique de cuivre et de molybdène dans la région de Tiébélé (Tenkodogo) commencé en 1970 - Coût : 10 millions CFA ;
- La prospection stratégique sur indices connus dans la zone de 40 000 km2 prospectée en 1968/69 en géochimie alluvionnaire par le CEA.

  Coût : 40 millions CFA.

2. Gisement de cuivre de Gaoua

En fonction des résultats acquis fin 1970 par le consortium minier qui fait actuellement procéder à l'évaluation du gisement de cuivre de Gaoua, un programme de sondages sera décidé pour 1971. Le coût minimum de ce programme serait de l'ordre de 30 millions CFA.

3. Recherche d'indices dans la région de Goren

Le BRGM poursuivra en 1971 ses recherches d'indices de cuivre, molybdène et antimoine sur deux permis dans la région de Goren.
Coût : 30 millions CFA.

4. Prospection systématique de la zone Nord

A la suite du projet UPV 6 (développement minier du nord-est) qui se termine en 1970, il est apparu que l'exploration des zones birrimiennes du nord de la Haute-Volta mérite d'être poursuivie et intensifiée pour la recherche du cuivre, molybdène, plomb, antimoine et éventuellement mercure.

Cette prospection apparaît comme prioritaire pour les deux raisons suivantes :

- des découvertes intéressantes en cuivre et molybdène ont déjà été faites dans les formations analogues tant en Haute-Volta qu'au Niger et en Côte-d'Ivoire ;
- une éventuelle découverte dans le nord-est de la Haute-Volta aurait une incidence considérable sur l'économie du pays en améliorant la rentabilité du projet de chemin de fer de Tambao.

Le projet envisagé comprendrait :

- La prospection géophysique aéroportée par magnétisme et radiométrie d'une zone d'environ 65 000 km2 dont le financement serait demandé à l'aide bilatérale canadienne (Canadian International Développement Agency) pour un montant estimatif de 1 240 000 dollars canadiens soit environ 320 millions CFA, dont une contribution de 10 % de la Haute-Volta (contrepartie)
- La prospection au sol, par géochimie alluvionnaire, de la zone, suivie, dans les zones sélectionnées, de prospections de détail ; ces travaux seraient proposés au financement du PNUD, sous la forme d'un nouveau projet "recherches minières dans le nord" faisant suite au projet UPV 6.

Le coût de ce projet n'a pas encore été chiffré mais il s'agit de plusieurs centaines de millions CFA sur une durée de 5 ans.

Dans l'état actuel des négociations, il est difficile de dire quelle partie de cet important programme pourrait être réalisée en 1971 mais un ordre de grandeur de 150 millions a été retenu concernant les premiers travaux de :

- couverture photographique aérienne et photogéologie ;
- magnétisme et radiométrie ;
- géochimie stratégique alluvionnaire ;

dont 100 millions sur financement canadien et 50 millions sur financement PNUD (y compris les contreparties nationales).

Tableau n° 5.2.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE

Opérations	Montant (millions CFA)	Source de financement
Carte géologique et prospection d'indices :		
- programme propre DGM.....	p m	B N
- publications.....	6	F. A. C.
- prospection région Tiébélé.....	10	F. A. C.
- prospection sur indices connus.....	40	F. A. C.
Gisement de cuivre de Gaoua.....	30	Consortium
Recherche cuivre dans la région de Garen.	30	B. R. G. M.
Prospection de la zone nord :		
- prospection aéroportée.....	100	) Canada (CIDA) 90) BN : 10
- propspection au sol.....	50	) PNUD : 35) BN : 15
Total.....	266	

5.3. - LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET AGRONOMIQUE

5.3.1/ LE CENTRE VOLTAIQUE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CVRS)

Le CVRS poursuivra en 1971 ses activités de recherche dans les domaines suivants :

- Ethno-sociologie,
- Géographie,
- Botanique.

ainsi que ses activités de documentation et de publication.

Le budget prévu est de 16 millions CFA dont 8 millions de subvention inscrite au budget national et 8 millions de contribution du FAC.

5.3.2/ L'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER (ORSTOM)

Le centre de l'ORSTOM en Haute-Volta poursuivra en 1971 sa mission permanente de recherche dans les domaines suivants :

- Sciences humaines et sociologie, notamment :
  - . préparation d'un atlas des structures agraires voltaïques,
  - . étude des mouvements de population internes à caractère agricole ;
- Hydrologie, notamment :
  - . fin de l'étude du réseau hydrométrique de base en liaison avec l'HER (convention FAC),
  - . bilan des aménagements du Lac de Bam.

Le budget de fonctionnement du Centre s'élèvera en 1971 à environ 80 millions CFA sur financement ORSTOM Paris.

Par ailleurs le Centre pourrait être appelé à exécuter des travaux spéciaux sur convention, notamment :

- Convention avec la SATEC : étude préparatoire aux aménagements de bas-fonds pour la riziculture : durée 1 an ; coût : 10 millions CFA (financement FAC) ;
- Convention avec l'OCCGE : étude des conditions de recolonisation des vallées abandonnées dans le bassin des Voltas ; durée 2 ans ; coût : 65 millions CFA (financement indéterminé) ;
- Enquête "migrations" pour le Ministère du Travail et de la Fonction Publique ; durée 2 ans ; coût : 55 millions CFA (financement ORSTOM et FAC 71).

On a retenu pour 1971 un montant estimatif de 50 millions de travaux sur financement FAC et ORSTOM.

5.3.3/ LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (convention générale de la recherche - financement : 50 % FAC, 50 % BN)

L'Institut de Recherche d'Agronomie Tropicale et des Cultures Vivrières (IRAT)

L'IRAT poursuit son programme d'agronomie et d'amélioration des plantes sur ses stations de Saria et Farako-Bâ :

- Sur céréales (mil, sorgho, riz) avec diffusion prochaine des sorgho hybride stables ;
- Sur cultures fourragères ;
- Sur cultures irriguées à Mogtédo (4 millions en 1970).

L'Institut disposera d'un budget de fonctionnement d'environ 55 millions ; mais une réorganisation prochaine des structures de recherche, tant au niveau local que régional, risque de nécessiter une augmentation de ces crédits.

L'Institut de Recherche pour les Huiles Oléagineux Tropicaux (IRHO) continue les études entreprises depuis 8 ans pour l'obtention de variétés adaptées aux différentes zones écologiques voltaïques, pour l'arachide principalement, mais aussi le sésame et le soja.

L'Institut de Recherche sur le Coton et les Textiles Exotiques (IRCT) : poursuit son programme expérimental multilocal sur variétés nouvelles, fumures, études de parasitisme, etc, avec un budget 1971 de 23 millions CFA.

Mais l'apparition sur cotonnier d'une maladie nouvelle dénommée "phyllodie" a nécessité l'intervention d'un programme de recherche complémentaire dont le financement est demandé au PNUD "113 millions CFA) et au BN (53 millions) sur quatre années (1971 - 1974).

La tranche 1971 de ce projet correspond à PNUD 37 millions et BN 18 soit au total 55 millions (dont 16 de construction et d'équipemet de laboratoire).

Centre Technique Tropical Forestier (CTFT) : poursuit son programme pluriannuel sur :

- la défense et restauration des sols avec l'aide de l'ORSTOM et de l'IRAT (station Gampala) ;
- La sylviculture - introduction de nouvelles espèces - mode de plantation, correction de carences du sol - la bioclimatologie.

Budget de fonctionnement : 16 millions.

Tableau n° 5.3.

RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS 1971

RECHERCHE SCITNTIFIQUE ET AGRONOMIQUE

	Montant (millions CFA	Source de financement
Centre Voltaïque de la Recherche Scientifique (CVRS).....	16	BN : 8 FAC : 8
Centre de l'ORSTOM.....	50	FAC (ORSTOM)
I. R. A. T.	55(1)	
I. R. H. O.	25	BN 58
I. R. C. T.	23	FAC 61
C. T. F. T.	16	
Recherche "Phyllodie".....	55	BN : 18 PNUD : 37
Total.....	240	

(1) 2 millions de ressources propres